

DIALOGUE GLOBAL

12.2

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Shruti Majumdar

Sebastián Galleguillos

Notes sur la guerre
en Ukraine

Sari Hanafi

Théories sur
le capitalisme

William I. Robinson
Patricia Ventrice
Esteban Torres
Fabrício Maciel

Les défis pour
l'enseignement
supérieur

Johanna Grubner
Stephanie Ross
Larry Savage
Ka Ho Mok
Elizabeth Balbachevsky
Yusef Waghid

Perspectives
théoriques

Michael Burawoy

La sociologie
en Turquie

N. Beril Özer Tekin
Aslı Telseren
Diele Koylan
Özkan Öztürk
İlknur Hacısoftaoğlu

Rubrique ouverte

- > De l'hyper-mondialisation à la coopération durable
- > L'usine de Völklinger, patrimoine de l'UNESCO
- > Karl Polanyi sur le "populisme" de la droite
- > Tirer les leçons des récits d'auteurs d'homicides
- > Les livreurs des plateformes numériques au Brésil

MAGAZINE



VOLUME 12 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2022
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

isa
Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

Ce numéro de *Dialogue Global* s'ouvre sur un entretien avec la sociologue indienne Shruti Majumdar, qui travaille en tant que spécialiste de la violence de genre pour le Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Depuis son poste actuel aux Nations unies, elle explique à Sebastián Galleguillos comment son regard sociologique s'est avéré utile pour travailler au sein d'organisations internationales, et donne également des conseils aux sociologues désireux de conjuguer recherche et pratique dans le domaine du développement au plan international.

Dans le même temps, près d'une demi-année après le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, nous assistons à de profonds changements dans les relations internationales et au niveau politique. *Dialogue Global* entame dans ce numéro une réflexion sur cette situation en invitant le président de l'ISA, Sari Hanafi, à revenir sur les décennies passées, notamment les guerres et leurs effets désastreux dans de nombreuses régions du monde, et à analyser la rupture que représente la guerre d'agression de la Russie au regard de ses conséquences géopolitiques.

Le premier dossier s'intéresse aux théories du capitalisme, en présentant diverses approches et arguments pour mieux comprendre les sociétés capitalistes contemporaines. Alors que Patricia Ventrici propose une analyse concrète du lien entre les changements technologiques, la précarisation et la syndicalisation, Esteban Torres introduit le concept de « *mundialización* » dans la théorie du capitalisme afin d'expliquer la complexité croissante des structures de classe mondiales. En référence à la société brésilienne, Fabrício Maciel montre comment, outre la précarité, l'indignité et le déclassement doivent également être prises en compte afin de mieux expliquer la montée des mouvements autoritaires de droite. William I. Robinson adopte une approche globale pour montrer l'évolution de la stratification géographique entre le centre et la périphérie, ainsi que sa lente évolution à l'échelle mondiale dans le sens d'une augmentation des inégalités au sein des États.

Depuis le début des années 90, les établissements d'enseignement supérieur subissent la restructuration néolibérale du secteur public et une marchandisation de plus en plus poussée. Les articles de notre deuxième dossier, réunis par Johanna Grubner, examinent ces transformations en cours dans différentes régions du monde. Stephanie Ross et Larry Savage analysent les effets de la néoli-

béralisation du secteur de l'enseignement supérieur canadien en termes de marchandisation et de réorganisation des formes de travail. Ka Ho Mok examine les possibilités d'emploi pour les diplômés de l'université compte tenu de la massification de l'enseignement supérieur en Asie de l'Est et d'un marché du travail fortement compétitif. Elizabeth Balbachevsky traite des défis qui se posent aux universités confrontées à des gouvernements néo-populistes et montre comment, dans le cas des universités brésiliennes, des processus décisionnels semi-autonomes peuvent garantir leur stabilité. Yusef Waghid examine de manière critique la tendance à l'enseignement à distance mise en exergue par la pandémie de Covid-19 et appelle à une restructuration des universités (sud-)africaines selon l'éthique africaine de l'*ubuntu*. En ce sens, les universités devraient être autonomes, mais aussi connectées et insérées dans la société.

Dans la section théorique, Michael Burawoy reprend le concept des utopies réelles d'Erik Olin Wright et le met systématiquement en relation avec la pensée de Karl Marx et de Karl Polanyi. Montrant ce qu'on peut gagner si l'on prend en considération les trois approches, il pointe néanmoins du doigt leur aspiration commune avec cette question : « Qui va former l'acteur collectif qui sauvera l'humanité du capitalisme ? C'est le problème que Marx, Polanyi et Wright nous ont chargé de résoudre ».

La section consacrée à un pays porte cette fois-ci sur la sociologie turque. Cette collection d'articles réunis par N. Beril Özer Tekin traite de divers sujets, des inégalités de genre à la vie professionnelle des cols blancs et à leurs habitudes de vie pendant la pandémie, en passant par l'impact de la pandémie sur les personnes âgées et la posture actuelle du gouvernement turc face aux problèmes de destruction de l'environnement.

Dans la « Rubrique ouverte » finale, l'article de Hans-Jürgen Urban et une série de photos accordée à *Dialogue Global* apportent un éclairage sur le développement industriel, tandis que Bruna de Penha et Ana Beatriz Bueno s'intéressent au travail des livreurs qui travaillent pour le compte de plateformes numériques. Un autre article offre une perspective polanyienne sur le populisme de droite, et le dernier article propose une réflexion sociologique sur les auteurs d'homicides. ■

Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [son site](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

isa Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Rédacteurs adjoints : Raphael Deindl, Johanna Grubner, Walid Ibrahim.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : (Tunisie) Mounir Saidani, Fatima Radhouani; (Liban) Sari Hanafi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchisio.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Mumita Tanjeela, Bijoy Krishna Banik, Sabina Sharmin, Abdur Rashid, M. Omar Faruque, Mohammed Jahirul Islam, Sarker Sohel Rana, Md. Shahidul Islam, A.B.M. Najmus Sakib, Eashrat Jahan Eyemoon, Helal Uddin, Masudur Rahman, Shamsul Arefin, Yasmin Sultana, Syka Parvin, Ruma Parvin, Saleh Al Mamun, Ekramul Kabir Rana; Sharmin Akter Shapla, Md. Shahin Aktar.

Brésil : Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

France/Espagne : Lola Busuttill.

Inde : Rashmi Jain, Rakesh Rana, Manish Yadav.

Indonésie : Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sayyed Muhamad Mutallebi, Elham Shushtarizade.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

Pologne : Urszula Jarecka, Joanna Bednarek, Marta Błaszczyńska, Anna Turner, Aleksandra Biernacka.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Irina Elena Ion, Bianca Mihăilă, Ruxandra Păduraru, Ana-Maria Rentea, Maria Vlasceanu.

Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taïwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Yu-Wen Liao, Po-Shung Hong, Yi-Shuo Huang, Chien-Ying Chien, Yu-Chia Chen, Mark Yi-wei Lai, Yun-Jou Lin, Yun-Hsuan Chou.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Ce symposium s'intéresse aux **théories sur le capitalisme** à partir de sujets comme la classe sociale, la numérisation et les inégalités sociales.



Cet ensemble d'articles traite des **défis pour l'enseignement supérieur** liés aux processus de transformation actuels et à leurs conséquences.



Cette section consacrée à **la sociologie en Turquie** aborde des thèmes comme le genre, la technologie et la sociologie environnementale.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial	2
-----------	---

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Un éclairage sociologique pour lutter contre les violences faites aux femmes : Entretien avec Shruti Majumdar	
Sebastián Galleguillos, États-Unis	5

> NOTES SUR LA GUERRE EN UKRAINE

L'Ukraine, le paradigme impérial de Poutine et l'Euro-Amérique	
Sari Hanafi, Liban	9

> THÉORIES SUR LE CAPITALISME

Capitalisme et inégalités mondiales	
William I. Robinson, États-Unis	12
Le capitalisme de plateforme en Amérique latine	
Patricia Ventrìci, Argentine	14
Le système inter-capital : Classes moléculaires et organiques	
Esteban Torres, Argentine	16
Le capitalisme de l'indignité	
Fabrizio Maciel, Allemagne	18

> LES DÉFIS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Néolibéralisation, marchandisation et précarisation de l'enseignement supérieur	
Johanna Grubner, Autriche	20
La néolibéralisation dans l'enseignement supérieur de l'après-pandémie	
Stephanie Ross et Larry Savage, Canada	22
Enseignement supérieur et emploi : Les tendances en Asie de l'Est	
Ka Ho Mok, Hong Kong	24
Au Brésil, la résilience des universités face au populisme	
Elizabeth Balbachevsky, Brésil	27
De la possibilité d'une université <i>Ubuntu</i>	
Yusef Waghid, Afrique du Sud	29

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

La nécessité d'utopies réelles	
Michael Burawoy, États-Unis	31

> LA SOCIOLOGIE EN TURQUIE

Les défis et les possibilités de la sociologie turque	
N. Beril Özer Tekin, Turquie	34
(In)égalités de genre et féminisme en Turquie	
Aslı Telseren, Turquie	35
L'impact du Covid sur la consommation des classes moyennes turques	
Dicle Koylan, Turquie	37
La sociologie de l'environnementalisme en Turquie	
Özkan Öztürk, Turquie	39
Les femmes au cœur des affrontements idéologiques en Turquie	
İlknur Hacisoftaoğlu, Turquie	41
La pandémie et les "immigrants numériques" en Turquie	
N. Beril Özer Tekin, Turquie	43

> RUBRIQUE OUVERTE

Comment passer de l'hyper-mondialisation à une coopération durable ?	
Hans-Jürgen Urban, Allemagne	45
La nature reprend ses droits : L'usine sidérurgique de Völklinger, patrimoine de l'UNESCO	
Max Aulenbacher, Allemagne	47
Pourquoi regarder vers le haut ? Polanyi et le « populisme » de droite	
Sang Hun Lim, Corée du Sud	50
Ce que nous apprennent les histoires des auteurs d'homicides	
Martín Hernán Di Marco, Norvège	52
Le travail des livreurs des plateformes numériques au Brésil	
Bruna da Penha et Ana Beatriz Bueno, Brésil	54

“Mon conseil aux jeunes sociologues serait de beaucoup lire, sans se limiter à une seule discipline et avec un intérêt à la fois pour la théorie et la pratique. Et de ne pas avoir peur de poser des questions importantes.”

Shruti Majumdar

> Un éclairage sociologique pour lutter contre les violences faites aux femmes

Un entretien avec Shruti Majumdar



Shruti Majumdar¹ est actuellement responsable intérimaire du programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes au bureau d'ONU Femmes en Afghanistan. Elle a plus de dix ans d'expérience de terrain à la Banque mondiale et aux Nations Unies, à l'intersection de la planification et de la recherche sur les programmes d'autonomisation des femmes dans de nombreux pays tels que l'Inde, le Bangladesh, la Serbie, la Jordanie et l'Ouzbékistan. Shruti est titulaire d'un master et d'un doctorat en sociologie de l'Université de Brown, et d'une licence en sociologie du Lady Shri Ram College de l'Université de Delhi.

Elle est ici interviewée par **Sebastián Galleguillos**, étudiant en doctorat au John Jay College of Criminal Justice (CUNY), où il a également obtenu un master en Criminalité internationale et Justice. Sebastián est représentant des jeunes auprès des Nations unies pour l'Association internationale de Sociologie (ISA), et chercheur associé au Centro de Estudios de Derecho Penal de l'Université de Talca au Chili. Ses recherches portent sur la criminologie comparative, les médias sociaux et la criminalité, et les mesures alternatives à l'incarcération.

SG : Pouvez-vous me parler de votre poste actuel aux Nations unies ? Depuis combien de temps occupez-vous ce poste, et quelles sont vos principales fonctions ?

SM : Depuis 2018, je travaille au Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes à [ONU Femmes](#). Nous soutenons et investissons dans des organisations de la société civile du monde entier qui œuvrent à l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU, qui existe depuis 25 ans, travaille depuis longtemps avec les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements de femmes. Pour la seule année 2020, nous avons soutenu 150 projets menés par la société civile dans 71 pays et territoires, qu'il s'agisse de

fournir des services aux victimes de violences, de renforcer l'application de la législation, des politiques et des plans d'action portant sur la violence à l'égard des femmes, ou de prévenir purement et simplement les actes de violence en s'attaquant aux causes profondes de la violence et des inégalités entre les sexes.

Mon travail comme spécialiste du suivi et de l'évaluation contient deux grands volets. D'un côté, je travaille en lien direct avec les organisations de la société civile pour renforcer leurs capacités de recherche et d'évaluation et pour que les données soient au cœur de leur programmation. Je les aide à trouver les méthodologies qui sont les plus appropriées, éthiques et sûres pour mesurer l'impact de leurs programmes dans leurs communautés. Un deuxième

>>

volet important de mon travail consiste à développer la fonction et la capacité de recherche interne sur la violence à l'égard des femmes à ONU Femmes. Ce travail est essentiel car la violence à l'égard des femmes et des filles a une omniprésence dévastatrice : [au niveau mondial, une femme sur trois déclare avoir subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire](#) intime ou de quelqu'un d'autre que son partenaire, et ce chiffre n'a pas évolué au cours de la dernière décennie. En même temps, nous savons que la violence est évitable, et il est donc essentiel que nous apprenions des organisations qui travaillent depuis des décennies en première ligne. Je participe à la rédaction de propositions de recherche, à la mobilisation de ressources, à la gestion d'équipes de chercheurs externes et à la coproduction de connaissances en partenariat avec des organisations de terrain. Ce travail de recherche alimente à son tour mon soutien au quotidien à ces organisations. En bref, mon travail implique un va-et-vient constant entre la recherche sociologique et la pratique du développement – ce qui m'a toujours passionnée.

SG : Vous avez fait plusieurs années d'études de sociologie, notamment une licence, un master et un doctorat en sociologie dans différentes universités. Comment appliquez-vous votre approche et vos compétences sociologiques à ONU Femmes ?

SM : J'ai en effet fait près de dix ans d'études de sociologie, et continue toujours d'étudier cette discipline ! J'ai obtenu ma licence en sociologie à l'Université de Delhi au début des années 2000. Comme beaucoup de jeunes sociologues indiens, j'ai été profondément inspirée par les travaux de M.N. Srinivas et sa foi inébranlable dans la discipline et les outils et méthodes qu'elle apporte pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, en particulier pour comprendre la structure et les changements sociaux. Très tôt, j'ai su que je voulais à la fois faire de la sociologie et aborder les problèmes du monde réel d'un point de vue sociologique. Juste après ma licence, je suis donc partie aux États-Unis faire un master et un doctorat en sociologie à l'Université Brown, qui est un pôle fantastique pour la sociologie du développement et le travail interdisciplinaire sur les grands défis de notre temps liés au développement. Pendant mon séjour à Brown, je me suis beaucoup intéressée à la violence structurelle et aux mouvements sociaux, ainsi qu'aux raisons pour lesquelles certains groupes sont plus susceptibles que d'autres d'être marginalisés (ou de se mobiliser) à certains moments et dans certains espaces. Pendant que je me formais aux méthodes qualitatives et quantitatives, j'étais également très attirée par la qualité de certains travaux ethnographiques. Pendant mes années de doctorat, et après, en tant que sociologue à la Banque mondiale, j'ai eu la chance de pouvoir réaliser des ethnographies intégrées dans des projets de développement de grande envergure, en Inde, au Bangladesh, en Serbie, en Ouzbékistan, en Jordanie, au Liberia, en Afghanistan et dans d'autres pays.

Pour ce qui est de l'application de ces compétences à mon travail actuel à l'ONU, je les utilise tous les jours dans la mesure où un regard sociologique est absolument essentiel lorsqu'on traite de la violence envers les femmes : pour identifier les causes profondes du problème, c'est-à-dire les structures et normes sociales qui confortent la violence ; pour créer, en collaboration avec les gouvernements et les organisations de la société civile, des projets adaptés au contexte ; et pour évaluer si ces projets ont été efficaces pour ceux à qui ils sont destinés, et si c'est le cas, comment et pourquoi. Par exemple, je suis actuellement en mission à Kaboul en tant que responsable intérimaire du programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes au bureau d'ONU Femmes et je me trouve dans différentes provinces où, suite à la prise de pouvoir par les talibans, les services et les programmes de prévention destinés aux victimes ont été interrompus ; une grande partie de mon travail consiste à reconstruire ces services de manière sûre et éthique, ce qui nécessite un va-et-vient rapide et constant entre recherche et pratique.

Vous trouverez [ici](#) une partie de mon travail le plus récent, à savoir une série de documents en trois langues coproduits avec plus de 100 praticiens et chercheurs en sciences sociales du monde entier sur la prévention de la violence envers les femmes et les filles, avec les types de solutions qui ont le mieux fonctionné. Il s'agit du premier examen systématique de recherches qualitatives et de méthodes mixtes de ce type qui aborde dans le détail des questions fort complexes – par exemple, les vulnérabilités croisées et les raisons pour lesquelles certaines femmes et filles sont plus susceptibles que d'autres de subir des violences, comment les communautés peuvent se mobiliser pour prévenir la violence, les résistances et les réactions hostiles auxquelles les organisations de la société civile sont confrontées dans leur travail au quotidien, et comment elles adaptent leurs stratégies pour poursuivre leur tâche. Ce domaine est encore largement dominé par les économistes de la santé publique et, par conséquent, tourne encore majoritairement autour des questions sur ce qui fonctionne pour mettre fin à la violence. En complétant ces approches par des recherches sociologiques sur comment et pourquoi certaines choses fonctionnent, et en effectuant des recherches sur la stigmatisation, le pouvoir et la violence structurelle, il apparaît clairement qu'il reste du travail à faire pour développer des solutions à long terme, holistiques et viables à ce problème.

SG : D'après votre expérience, quelles sont les difficultés que les sociologues peuvent rencontrer lorsqu'ils travaillent dans des organisations internationales ? Comment surmontez-vous ces difficultés ?

SM : À mon avis, il y a plus d'opportunités que de difficultés ! Les sociologues ont tant à offrir lorsqu'il s'agit d'analyser en amont, de concevoir et d'évaluer en aval des programmes de développement, et il existe de nom-

breuses possibilités pour une collaboration fructueuse entre les disciplines. Il y a néanmoins quelques difficultés qui me viennent à l'esprit (certaines concernant tous les chercheurs, et d'autres peut-être davantage les sociologues), notamment celle de transcender non seulement les frontières disciplinaires mais aussi les frontières entre la recherche sur le développement et la pratique du développement. En d'autres termes, comment mettre efficacement la théorie sociologique au service de la pratique, et, à l'inverse, comment ensuite utiliser la pratique pour enrichir la théorie, et comment créer davantage d'espaces de dialogue constructif entre les deux ?

La recherche et la pratique ont tendance à avoir des rythmes différents ; il est important de trouver des moyens de dialoguer efficacement afin d'apporter ensemble des solutions sur le terrain qui soient fondées sur les besoins des femmes et des filles qui sont victimes de violence ou risquent de l'être. Il faudrait que davantage de chercheurs s'investissent dans la recherche orientée vers une mise en application rapide, qui prenne comme point de départ les types de problèmes auxquels la société civile et les gouvernements sont confrontés chaque jour tout en restant ancrée dans la théorie. J'ai eu la chance, au sein d'une équipe de la Banque mondiale appelée [l'Observatoire social](#), de mener des recherches innovantes et passionnantes en Asie du Sud. Il est absolument essentiel que nous apprenions et rendions compte de la pratique quotidienne des organisations de la société civile, en particulier celle des organisations de défense des droits des femmes, qui depuis des décennies travaillent en première ligne mais qui ont du mal à rendre compte de leur travail, et que nous fassions en sorte qu'il contribue à éclairer la théorie sociologique. Dans un livre à paraître chez Cambridge University Press sur la construction des mouvements de femmes, mes co-auteurs et moi-même essayons de faire précisément cela – nous documentons quatre années de travail de terrain dans l'un des États les plus pauvres de l'Inde sur les rouages de la construction de mouvements par un projet soutenu par la Banque mondiale dans un contexte difficile, et sur les types de normes de genre et culturelles qui sont défaits dans le processus.

Un deuxième défi, et celui-ci est spécifique aux sociologues, est de savoir comment s'appuyer sur une recherche ethnographique rigoureuse pour reconsidérer certaines des principales questions posées dans la pratique du développement. Il y a quelques années, le *New York Times* a publié un très bon article qui donnait à réfléchir, intitulé « [Et si les sociologues avaient autant d'influence que les économistes ?](#) ». Comme l'explique Michèle Lamont dans cet article, les questions posées sur les projets sont trop souvent des questions auxquelles les économistes sont équipés pour répondre ; à partir du moment où davantage de sociologues seront sollicités, les questions posées changeront progressivement. Elles se déplaceront vers le *comment* et le *pourquoi*, c'est-à-dire comment et pour-

quoi les projets menés par des organisations de la société civile ou des gouvernements ont un plus large impact sur les systèmes sociaux et les structures sociales.

SG : Quelles mesures avez-vous défendues à ONU Femmes pour renforcer les droits des femmes pendant la pandémie ? Quels sont à votre avis les domaines qui n'ont pas été pris en compte ?

SM : La pandémie et les mesures de confinement qui ont suivi dans les pays à travers le monde ont entraîné une augmentation notable de plusieurs formes de violence, notamment la violence de la part d'un partenaire intime (davantage de femmes se retrouvant confinées avec leurs agresseurs), la violence sexuelle de la part d'un non-partenaire, le harcèlement sexuel en ligne et même, dans certaines régions, des pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines et les mariages précoces et forcés d'enfants. Au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, en collaboration avec de nombreuses organisations de la société civile, j'ai régulièrement écrit sur ces tendances afin d'attirer l'attention des décideurs politiques et des bailleurs de fonds. Alors que des confinements se poursuivent indéfiniment ou sont reconduits, les organisations de la société civile du monde entier estiment que cette situation de crise va se prolonger et cherchent à être mieux préparées et plus résilientes pour faire face aux situations d'urgence. Ces organisations, en particulier les plus petites et les associations locales, ont besoin d'un financement de base flexible – pour les salaires, l'assurance maladie, les moyens de communication et de transport – afin de renforcer leur capacité d'adaptation. Les mesures de confinement ont gravement entamé les capacités des organisations de la société civile, dont la survie est aujourd'hui menacée. Des locaux de ces organisations ont été réaffectés aux tests de Covid-19, leurs centres d'accueil et leur personnel sont surchargés, et nombre d'entre elles ont dû fermer leurs bureaux, réduire leurs effectifs et licencier du personnel au moment même où l'on a le plus besoin d'elles. Ces organisations sont nécessaires car les femmes *continuent* de chercher de l'aide auprès des organisations locales de défense des droits des femmes et des structures communautaires ; par le biais de WhatsApp, des réseaux sociaux, des services d'assistance téléphonique, du bouche à oreille ou directement, des femmes cherchent de l'aide auprès des centres d'hébergement locaux, des responsables de groupes d'entraide, des agents de santé de leur quartier, des chefs religieux, des conseillers communautaires et des assistants juridiques.

C'est pourquoi, à ONU Femmes, nous avons poursuivi et élargi notre soutien à la société civile, mobilisé davantage de ressources et fourni à ces organisations un financement plus souple. Nous veillons aussi à être à leur écoute, à apprendre d'elles² – car actuellement, ces organisations, en tant que premiers intervenants, disposent de beaucoup de

données nuancées et en temps réel, et nous devons faire en sorte que les décideurs politiques et les chercheurs les écoutent et travaillent en étroite collaboration avec elles pour traiter ces données et agir en conséquence. En bref, les voix des victimes et des organisations de base de la société civile doivent être le point de départ de l'action politique, et les mesures de lutte contre la violence envers les femmes et les filles *doivent* être en ce moment adaptées et extrêmement localisées.

SG : Pour finir, avez-vous des conseils à donner aux jeunes sociologues et chercheurs en sciences sociales qui s'engagent dans le domaine international ? Avez-vous des recommandations ou des informations pour ceux qui cherchent un emploi dans ce domaine ?

SM : Mon conseil serait de beaucoup lire, sans se limiter à une seule discipline et avec un intérêt à la fois pour la théorie et la pratique. Et de ne pas avoir peur de poser des questions importantes ! Les sociologues sont, grâce à leurs connaissances théoriques et à leurs outils méthodologiques, bien équipés pour s'engager de manière réfléchie et critique dans le domaine de la pratique du développement et le faire progresser. L'expérience de la pandémie de Covid-19 a révélé la fragilité des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes, et l'ampleur des défis qui restent à relever. Aujourd'hui nous nous trouvons à un moment charnière, où la nécessité d'adopter des approches transformatrices exigeant des changements profonds et durables du pouvoir dans tous les domaines est de plus en plus avérée. Il nous faut créer des programmes plus holistiques, qui désignent le patriarcat et des inégalités de genre profondément ancrées comme le défi à rele-

ver, et nous poser les questions suivantes : quels sont les systèmes, idéologies et institutions qui créent, incarnent et perpétuent le patriarcat ? Comment pouvons-nous les transformer de manière durable dans des contextes et des moments spécifiques ? Je suis convaincue que les sociologues peuvent apporter leur contribution, dans la recherche aussi bien que dans la pratique.

J'encourage également les jeunes sociologues qui débutent leur carrière à acquérir autant d'expérience sur le terrain que possible ; les programmes des Nations unies qui sont développés à l'échelle nationale sont l'endroit où l'on peut acquérir une compréhension approfondie des défis complexes du développement. Ces postes sont annoncés sur le site web [Carrières de l'ONU](#). Par ailleurs, s'il est important de se tenir au courant des défis liés au développement, il est tout aussi important de se tenir au courant des recherches récentes dans ce domaine, surtout si vous envisagez de porter les deux casquettes ! Et à cet égard, je ne saurais trop insister sur tout ce qu'on peut apprendre d'autres sociologues au sein d'organisations telles que l'ISA. Il s'agit d'un lieu d'échange fantastique pour rester à jour, diffuser vos propres recherches et établir des collaborations intéressantes.

Enfin, n'hésitez pas à vous adresser à des sociologues qui portent les deux casquettes. J'ai découvert que le fait d'entrer en contact avec d'anciens étudiants de faculté était un excellent moyen de comprendre pleinement la nature de mon travail. Et ils continuent à m'aider à m'y retrouver dans le domaine complexe et en constante évolution du développement. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Shruti Majumdar <shruti.majumdar@gmail.com>

1. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de la personne interviewée et ne représentent pas les opinions d'ONU Femmes ou de la Banque mondiale.
2. [United Nations Women \(2020\). Voices from the ground: Impact of COVID-19 on violence against women.](#)

> L'Ukraine, le paradigme impérial de Poutine et l'Euro-Amérique

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth (Liban), et président de l'Association internationale de Sociologie (2018-2023)



Crédit : Pixabay, Creative Commons.

L'invasion criminelle de l'Ukraine par la Russie qui a ébranlé le monde n'est pas seulement une guerre isolée mais aussi une guerre exceptionnelle. Elle a ceci d'exceptionnel qu'elle risque d'évoluer en une troisième guerre mondiale et, plus particulièrement, en guerre nucléaire. L'expansion de l'OTAN vers l'est est certes une provocation, ou du moins ce que le philosophe palestinien Azmi Bishara (2022) a qualifié de « détermination à ne pas éviter la voie de la guerre », mais elle ne saurait en aucun cas justifier cet acharnement à envahir un pays et l'empiètement unilatéral de sa souveraineté. Au début de cette guerre, l'Association internationale de Sociologie (ISA) a publié une déclaration¹ pour faire part de sa vive préoccupation face à l'offensive militaire russe en Ukraine. Pour l'ISA, et pour moi personnellement, la guerre n'est jamais une solution acceptable et va à l'encontre de toutes les valeurs que nous défendons. L'ISA tient à manifester sa solidarité avec les sociologues ukrainiens et les sociologues présents dans d'autres pays, notamment en Russie et en Biélorussie, qui ont élevé leur voix contre cette guerre et défendent la démocratie et les droits de l'homme.²

> Le paradigme impérial de Poutine

La Russie de Poutine ne cesse de saper les idéaux démocratiques et libéraux que l'humanité s'est forgés depuis longtemps. Poutine n'est pas seulement au pouvoir depuis 2000 ; il livre également une guerre acharnée contre toute tentative de démocratisation d'autres pays (Géorgie, Syrie, Ukraine, etc.). Il a en partie imité certaines démonstrations de force unilatérales des États-Unis (comme dans le cas de l'invasion de l'Irak), à la différence près que le régime

de Saddam Hussein en Irak était effectivement dictatorial. L'Ukraine est un pays démocratique, mais très divisé sur la question de l'adhésion à l'OTAN. Selon des enquêtes récentes, si plus de la moitié de la population est favorable à une adhésion à l'Union européenne, seuls 40 à 50% sont favorables à une adhésion à l'OTAN (Bishara 2022). Cette position ambivalente a un sens car elle prend en compte le côté pathétique du « nationalisme de grande puissance » de la Russie, qui repose principalement sur trois vecteurs : l'identité russe forgée par l'Église orthodoxe et les tsars ; l'identité ethnique slave (suivant l'idée que la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine sont un seul et même espace) ; et, à un degré moindre, l'Eurasie (nécessaire à la grandeur de la Russie moyennant une alliance avec les anciennes républiques asiatiques de l'Union soviétique et la Chine). Alors que Marx voyait dans la Russie tsariste du XIX^e siècle le bastion de la réaction en Europe, la Russie populiste de Poutine joue à nouveau ce rôle pitoyable³, malgré le succès économique de son époque. C'est un rôle dont j'ai déjà été témoin (et dont j'ai fait l'expérience) pendant la guerre russe (et iranienne) en Syrie : un exercice de projection de puissance dans un « vaste espace » au-delà de l'État-nation, et de « démocratie identitaire », fondé sur une vision du monde qui reproduit les catégories de Carl Schmitt dans le paradigme (national et impérial) de Poutine (Lewis 2020), popularisé à son intention par le philosophe russe Alexandre Douguine.

> Four lessons

Ce n'est pas seulement en tant que sociologue mais aussi en tant que personne qui vit au Moyen-Orient que je développe l'analyse qui suit, en dégagant quatre enseignements que l'on peut tirer de cette guerre.

Premièrement, je voudrais attirer l'attention sur le « deux poids, deux mesures » des relations internationales euro-américaines au niveau du discours comme de la pratique. Dans les pays du Sud global, des termes tels que « résistance », « boycott » et « combattants volontaires » (*solidarity fighters*) ont été bannis alors que ces mêmes termes ont une connotation positive lorsqu'ils s'appliquent à la guerre en Ukraine. Comme l'a écrit sans ambages Lev Grinberg, président de la Société israé-

>>

lienne de Sociologie⁴, « comment se fait-il qu'Israël occupe militairement les territoires palestiniens depuis 55 ans, en violation flagrante du droit international, et qu'aucun pays occidental n'ait jamais imposé de sanctions à son encontre ? ». Dans le même ordre d'idées, tout en incriminant le mouvement palestinien BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) dans certains pays occidentaux, de nombreux universitaires européens appellent à un boycott total, tant au plan institutionnel qu'individuel, des universitaires russes.

Deuxièmement, comment se fait-il que la brutalité de la guerre dans d'autres régions du monde n'ait pas suscité les mêmes réactions euro-américaines que la guerre en Ukraine ? Je pourrais raconter de diverses manières mon vécu en tant que Palestinien qui a grandi en Syrie. L'une d'entre elles consiste à voir ma vie comme traversée par des guerres dans une région qui n'aura connu que de brefs épisodes de paix : guerres israélo-arabes de 1967 et 1973 ; guerre d'Israël contre les territoires palestiniens et la deuxième Intifada entre 2000 et 2005 ; guerre d'Israël dans la bande de Gaza en 2008, 2012, 2014 et 2021 ; guerres d'Israël au Liban en 1982 et 2006 ; guerre irako-iranienne de 1980 à 1988 ; invasion du Koweït en 1991 ; guerre contre l'Irak en 1991 et en 2003 ; guerre contre la Syrie, de 2011 à aujourd'hui ; guerre au Yémen, de 2014 à aujourd'hui ; et guerre en Libye, de 2014 à 2020. Ces guerres féroces ont donné lieu à des niveaux de destruction massive, de souffrance, de déplacement et finalement de morts bien plus élevés qu'en Ukraine. Les puissances occidentales ont réagi et continuent de réagir de manière modérée et souvent continuent de soutenir la puissance coloniale (Israël) ou les dictateurs (pays du Golfe et Égypte) au nom de la stabilité et pour des raisons économiques.

Troisièmement, certaines critiques postcoloniales centrées sur l'impérialisme historique ou le néocolonialisme euro-américain d'aujourd'hui n'ont pas su voir l'impact qu'ont pu avoir d'autres empires émergents et le niveau de brutalité atteint lors de la conquête d'espaces d'allégeances. La Russie, l'Iran, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe constituent de puissants empires opérant au Moyen-Orient, et certaines de leurs interventions militaires ont produit du colonialisme, de la misère et de l'autoritarisme. À cet égard, le concept d'« inter-impérialité » de Laura Doyle est utile, en ce qu'il nous invite à appréhender les empires non seulement comme se succédant mais souvent aussi comme opérant en parallèle, « les histoires impériales contemporaines produisant mutuellement des politiques interactives, très contingentes, avec leurs répercussions imprévues, parfois ironiques » (Doyle 2014). Ainsi, il n'y a pas simplement des effets d'entraînement dans ces dynamiques à vecteurs multiples ou empires rhizomatiques, mais ils sont souvent violemment interactifs, institutionnellement situés et stratégiquement défendus.

Quatrièmement, l'appel au boycott total des Russes ou des Biélorusses dans le milieu universitaire va à l'encontre des valeurs que le milieu universitaire cherche à défendre. Je crois en l'obligation morale de mener un boycott institutionnel contre toute institution qui entretient des relations avec des puissances coloniales ou autoritaires, mais pas à un niveau individuel. Il est important de nouer le dialogue avec les personnes concernées afin d'écouter différents points de vue sur les conflits et de créer des conditions propices à un dialogue ouvert et actif. Je veux dire par là qu'il ne suffit pas de soutenir ceux qui ont des idéaux démocratiques et libéraux, mais en tant qu'universitaires nous devons aussi être à l'écoute de ceux qui refusent d'adhérer (partiellement ou totalement) à ces idéaux, et jouer un rôle de médiation, en cherchant à mettre en rapport les positions adverses et en encourageant une approche affective, morale et politique. Au lieu d'une théorie sociale critique radicale, j'en appelle à une théorie critique contextualisée qui, tout en critiquant les pouvoirs, soit également capable d'engager simultanément un dialogue avec les forces mêmes qu'elle critique. Il va sans dire que les universitaires doivent appliquer dans leur discours certaines règles liées à l'intégrité intellectuelle et à la responsabilité sociale. Cette responsabilité, qui est un rempart contre la propagande, l'incitation, la diabolisation de la culture d'autrui et les discours de haine, rend la liberté au sein de l'université plus complexe que la simple liberté d'expression qu'elle est censée incarner. Le rôle des universitaires est de libérer l'arène politique de la conception schmittienne de l'ami et de l'ennemi – celle-là même où le degré ultime d'association est la volonté de se battre et de mourir avec les autres membres de son groupe, et le degré ultime de dissociation est la volonté de tuer les autres, ceux qui sont membres d'un groupe hostile. Je suis tout à fait d'accord avec l'historien Amit Varshizky lorsqu'il affirme que si le libéralisme politique veut survivre, il doit prendre au sérieux les idées de ses détracteurs au lieu de les écarter avec mépris. Il nous rappelle ce que le philosophe allemand Ernst Cassirer a écrit après la Seconde Guerre mondiale : « Pour combattre un ennemi, il faut le connaître. C'est l'un des premiers principes d'une bonne stratégie. Le connaître, ce n'est pas seulement connaître ses défauts et ses faiblesses, c'est aussi connaître sa force. Nous avons tous pu sous-estimer cette force... Nous devrions examiner attentivement l'origine, la structure, les méthodes et les techniques des mythes politiques. Nous devrions regarder l'adversaire en face pour savoir comment le combattre ».⁵

> Conclusion : renforcer le niveau de solidarité

Enfin, pour affronter avec fermeté la souffrance sociale, il nous faut en tant qu'êtres humains exercer le raisonnement moral lié à notre don maussien inné pour l'amour social afin de créer différents niveaux de solidarité envers nos proches, nos voisins, nos concitoyens et l'humanité

toute entière. Si l'objectif de tous devrait être de viser la plus grande forme de solidarité, c'est-à-dire envers cette humanité et ce que Jan-Christoph Heilinger (2019) appelle les « obligations cosmopolites », il faut reconnaître que la réaction européenne face aux conséquences de la guerre en Ukraine démontre de manière patente un niveau de solidarité qui repose bien plus sur des affinités culturelles judéo-chrétiennes et, en définitive, sur des identités plus nationalistes que cosmopolites. Je souligne cela afin de nuancer certaines des critiques diffusées dans les travaux universitaires ainsi que dans les médias et les réseaux sociaux concernant le traitement différencié des réfugiés, à savoir l'accueil réservé aux réfugiés syriens, afghans et africains par rapport aux ukrainiens. Il faut également reconnaître que ces différents raisonnements moraux permettent d'éviter toute simplification, comme celle de considérer cette différence de traitement uniquement d'un point de vue racial ou d'y voir une manifestation de pur racisme.⁶ Cela étant dit, les universitaires occidentaux devraient également être prêts à accepter les affinités culturelles/religieuses entre Arabes ou Musulmans et ne pas les considérer systématiquement comme de dangereuses réactions sectaires. ■

Toute correspondance est à adresser à Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>

Références

- Bishara, A (2022) "Russia, Ukraine and NATO: Reflections on the Determination to Not Avoid the Road to War." The Arab Center for Research and Policy Studies.
 Doyle, L (2014) "Inter-Imperiality: Dialectics in a Postcolonial World History." *Interventions* 16(2): 159-96.
 Heilinger, J-C (2019) *Cosmopolitan Responsibility: Global Injustice, Relational Equality, and Individual*. Berlin ; Boston: de Gruyter.
 Lewis, DG (2020) *Russia's New Authoritarianism: Putin and the Politics of Order*. First edition. Edinburgh: Edinburgh University Press.

1. <https://www.isa-sociology.org/en/about-isa/isa-human-rights-committee/isa-statement-on-the-russian-military-offensive-happening-in-ukraine>.
2. L'ISA a également ajouté à son site web une liste de toutes les [déclarations institutionnelles contre la guerre](#) (émanant d'associations nationales de sociologie, de comités de recherche et d'autres associations universitaires), dont l'Association ukrainienne de Sociologie.
3. <https://litci.org/en/once-again-bastion-of-reaction/>.
4. <https://www.972mag.com/ukraine-lebanon-russia-israel/?fbclid=IwAR-QQq6eemWkOmPJPfzlPOI5VAeOmCpHmYQUKew7RwXH01vDjZ6LDxtss>.
5. <https://www.haaretz.com/world-news/.premium.HIGHLIGHT.MAGAZINE-to-understand-putin-you-first-need-to-get-inside-aleksandr-dugin-s-head-1.10682008>.
6. Bien sûr, certaines de ces critiques sont justifiées. Voir par exemple l'article de H.A. Hellyer Coverage of Ukraine has exposed long-standing racist biases in Western media" <https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/02/28/ukraine-coverage-media-racist-biases/>.

> Capitalisme et inégalités mondiales

William I. Robinson, Université de Californie à Santa Barbara (États-Unis)



Scène de rue au Ghana, dans un environnement urbain où la pauvreté est omniprésente. Crédit : Jenna/Flickr, Creative Commons.

D'après l'agence de développement international Oxfam, en 2018 les 1% les plus riches cumulaient 52% de la richesse mondiale, et les 20% les plus riches atteignaient 95%, tandis que les 80% restants – soit l'immense majorité de la population mondiale – devaient se contenter de seulement 5%. Et, alors que des inégalités aussi criantes ont pu paraître effarantes lors de la publication du rapport d'Oxfam, elles n'ont cessé de se creuser au cours des années qui ont suivi. Pendant les six premiers mois de la pandémie de coronavirus, les riches au niveau mondial ont vu leur richesse augmenter d'un montant stupéfiant de 10.000 milliards de dollars, tandis que presque tous les pays du monde ont vu les inégalités augmenter, selon un rapport de suivi d'Oxfam réalisé en 2021.

> Expansion capitaliste et développement inégal

Les sociologues radicaux qui étudient ces inégalités observent que, contrairement à ce que prétendent les apologistes du système, une telle polarisation sociale est inhérente au capitalisme, dans la mesure où la classe capitaliste possède les moyens de produire de la richesse et s'approprie donc à titre de profits la plus grande part possible de la richesse que la société produit collectivement. Ils notent également que le système s'est au cours de ses plus de 500 ans d'existence constamment étendu vers l'extérieur, en quête incessante de nouvelles opportunités d'accumulation de capital (pour maximiser les profits). Le capitalisme s'est étendu à partir de son centre originel, l'Europe occidentale, à la faveur de vagues continues de

colonialisme, d'impérialisme et, plus récemment, de mondialisation, pour finalement submerger la planète entière. Au début du XXI^e siècle, il ne restait plus aucune nation ni aucun peuple en dehors du système.

Les sociologues font observer que le système capitaliste mondial génère deux formes interdépendantes d'inégalité. L'une concerne les riches et les pauvres à travers le monde, comme Oxfam l'a noté dans ses rapports, c'est-à-dire l'inégalité *entre les personnes*. L'autre est la stratification de la population mondiale en pays riches et pays pauvres, c'est-à-dire l'inégalité *entre les pays*. D'après les données de la Banque mondiale, le revenu annuel moyen au Congo est de 785 dollars par habitant, alors qu'en Belgique, le pays qui a colonisé le Congo à la fin du XIX^e siècle, il s'élève à 47.400 dollars. Pour reprendre le vocabulaire académique, le monde s'est polarisé à la faveur du colonialisme en un riche « premier monde » central, englobant les nations d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et le Japon, tandis que les régions d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui ont subi des siècles de colonialisme et de domination par ce centre ont été reléguées à un « tiers-monde » périphérique. Depuis quelques années, universitaires et experts emploient l'expression « Sud global » (*Global South* en anglais) en référence à l'ancien tiers-monde, et « Nord global » (*Global North*) en référence à l'ancien « premier monde ».

Partant de l'analyse du capitalisme par Karl Marx et des théories classiques de l'impérialisme avancées par V.I. Lénine – le leader de la révolution bolchevique – et sa génération de révolutionnaires socialistes, les spécialistes radicaux de l'économie politique et des relations internationales ont après la Seconde Guerre mondiale élaboré de nouvelles théories sur la dépendance, les systèmes mondiaux et le sous-développement. Selon eux, le colonialisme a organisé l'économie mondiale de telle sorte que la richesse générée à la périphérie a été siphonnée pour revenir au centre, appauvrissant la périphérie et enrichissant le centre, ce qui explique l'inégalité entre les pays du Sud et ceux du Nord. Ainsi, selon eux, le capital s'accumule de manière inégale à travers l'espace, laissant certaines populations développées et d'autres sous-développées.

> L'évolution des inégalités dans le monde

Cependant, au début du XXI^e siècle, plusieurs nouvelles tendances ont remis en question une division aussi simpliste des pays et des populations du monde. Premièrement, certains pays de l'ancien tiers-monde, notamment en Asie de l'Est, se sont industrialisés et ont rejoint les clubs des pays riches tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Deuxièmement, même dans les pays les plus pauvres, on a assisté à l'apparition de puissantes classes capitalistes et d'importantes classes moyennes fortement consom-

matrices qui se sont intégrées à la culture mondiale de consommation. Enfin, dans les pays traditionnellement riches, les classes laborieuses qui avaient connu la prospérité après la Seconde Guerre mondiale ont été confrontées, en raison de la récente mondialisation, à une rapide mobilité descendante, à une déstabilisation socio-économique et à une érosion de leur niveau de vie confortable d'autrefois – ce que certains sociologues ont appelé la « tiers-mondisation » de ces classes laborieuses.

Un récent rapport publié par la banque suisse UBS indiquait que la plupart des milliardaires dans le monde se trouvent aux États-Unis, mais que c'est en Asie que le nombre de personnes ultra-riches augmente le plus rapidement. La Chine, qui compte désormais un milliardaire sur cinq dans le monde, produit chaque semaine deux nouveaux milliardaires. Les capitalistes brésiliens, mexicains, indiens, saoudiens, égyptiens et autres qui appartiennent à ce que j'ai appelé la classe capitaliste transnationale investissent désormais des billions de dollars dans l'économie mondiale. Un autre rapport, publié par *Forbes*, signalait que la richesse augmente plus rapidement chez les super-riches de l'ancien tiers-monde qu'ailleurs. Il ressort ainsi qu'« entre 2012 et 2017, le Bangladesh a vu son club d'ultra-riches croître de 17,3% ». « Sur la même période, l'augmentation [des ultra-riches] en Chine était de 13,4%, tandis qu'au Vietnam, elle était de 12,7%. Le Kenya et l'Inde font partie des autres pays qui ont enregistré une croissance à deux chiffres, respectivement de 11,7% et 10,7%. »

Au vu de ces tendances, certains ont avancé l'argument selon lequel il serait plus judicieux de faire allusion au « Nord global » et au « Sud global » non pas tant en termes de régions ou de territoires géographiques qu'en termes de groupes de population transnationaux. Dans cette perspective, le Sud global se rapporte aux populations appauvries de l'ancien tiers-monde, mais aussi symboliquement aux pauvres et aux exclus des régions riches du monde, tandis que le Nord global se rapporte aux centres de pouvoir et de richesse qui peuvent encore être concentrés de manière disproportionnée dans les pays traditionnellement riches, ainsi qu'aux riches et aux puissants dans le monde entier qui soutiennent, dirigent et profitent de ces centres de pouvoir. Alors que les sociologues continuent de débattre de ces questions, une chose est claire : quelle que soit la perspective de justice sociale adoptée, il faut une redistribution radicale des richesses en direction de la majorité pauvre de la population mondiale. Or ceci, qu'on le veuille ou non, passe par une confrontation avec les pouvoirs en place dans le système capitaliste mondial, car l'élite des entreprises transnationales qui contrôle l'économie mondiale – ce 1% de l'humanité identifié par le rapport Oxfam mentionné précédemment – s'opposera à toute remise en cause de sa richesse et de son pouvoir. ■

Toute correspondance est à adresser à :
William I. Robinson <w.i.robinson1@gmail.com>

> Le capitalisme de plateforme en Amérique latine

Patricia Ventrici, Centro de Estudios e Investigaciones Laborales (CEIL-CONICET),
Université de Buenos Aires (Argentine)



En Uruguay, un travailleur de la gig economy, l'économie des petits boulots. Les services de livraison de repas illustrent bien le lien entre numérisation et précarité. Crédit : Ted McGrath/Flickr, Creative Commons.

La croissance vertigineuse des entreprises technologiques, qui s'est accélérée de manière exponentielle avec l'apparition de la pandémie de Covid-19, a contribué à la progression du « capitalisme de plateforme » en Amérique latine et intensifié certains débats et phénomènes autour du capital, du travail et de leurs mutations dans les pays du Sud global.

> La méritocratie numérique et le saut dans le développement

Plusieurs pays de la région – dont l'Argentine est une bonne illustration – ont vu se consolider le discours public selon lequel « l'économie de la connaissance » représente une occasion historique de faire « le saut dans le développement » tant attendu et d'obtenir une nouvelle place à l'échelle internationale. La capacité de certains pays de la région – tels que l'Argentine, le Brésil ou le Mexique – à créer des entreprises numériques d'envergure mondiale (lesdites « licornes », qui s'échangent pour plus d'un milliard de dollars sur le marché boursier américain) est à la base de ce discours.

Qui plus est, ce saut qualitatif serait mené par une nouvelle élite entrepreneuriale, formée à la manière californienne, qui se distingue de l'oligarchie locale traditionnelle, principalement liée à l'agrobusiness et, à un moindre degré, à certaines composantes de base du « capitalisme lourd » (*heavy capitalism*). Cette nouvelle classe de jeunes dirigeants, par définition animés d'une vocation et d'un esprit tournés vers l'international, et parfaitement à l'aise avec la langue dominante d'aujourd'hui, se définit en opposition avec la « bourgeoisie nationale » traditionnelle, décrite comme une élite éternellement dépendante des aides de l'État, réticente à la concurrence, provinciale, conservatrice, excessivement rigide et toujours quelque peu anachronique.

Ainsi, l'économie schumpétérienne rêvée a-t-elle enfin pu, grâce à la magie de la méritocratie numérique, gagner ces latitudes. L'écosystème de l'économie numérique se présente comme le dépassement de la vieille oligarchie rentière. *Startups* et *licornes* sont les nouveaux noms du progrès capitaliste souhaitable pour nos pays périphériques.

> Un avenir à double face : numérisation et précarité

Cependant, le développement accéléré bien qu'encore embryonnaire de ce type d'entreprises en Amérique latine fait apparaître une réalité fragmentée et contrastée, à savoir l'imbrication entre numérisation et précarité comme base matérielle du développement de l'économie de plateforme. Cette tendance à une accentuation de la dualité sociale se manifeste, à d'autres niveaux, dans la reconfiguration que les plateformes numériques ont générée dans le monde du travail. Actuellement, les débats sur « l'avenir du travail » dans la région sont dominés par deux images apparemment opposées, avec d'un côté, la sophistication des nouveaux emplois liés à l'industrie du logiciel et, de l'autre, l'hyperprécarité des travailleurs des plateformes qui font du travail à la demande par le biais d'applications (chauffeurs Uber, Glovo et Rappi, services domestiques, etc.) Les premiers, au sommet de la pyramide, sont des emplois hautement qualifiés, et même s'ils sont très bon marché si l'on évalue en dollars les salaires pratiqués, ils bénéficient de conditions de travail privilégiées dans le contexte local, principalement en raison du manque de personnel qualifié pour ce type d'emplois (ingénieurs logiciel, webdesigners, data scientists, analystes système). Cette pénurie constitue le principal problème pour les entreprises locales qui ont besoin de cette main-d'œuvre spécialisée pour développer leur activité. À l'autre bout, l'extrême instabilité des micro-emplois signifie la consolidation d'un modèle de déréglementation et d'extrême flexibilité dans les relations de travail qui, dans certains pays, comme l'Argentine, implique la déconstruction massive des conquêtes historiques majeures en matière de protection du travail. En ce sens, la promotion de la *plateformisation* du travail prépare clairement le terrain pour la cristallisation d'un très haut niveau d'informalité sur le marché du travail, où ces nouveaux types d'emplois « indépendants » sont une nouveauté.

> Le tournant de la rhétorique de l'entrepreneuriat

Au niveau des opérations symboliques, un fil conducteur relie ces aspects matériellement si éloignés : la rhétorique

de l'*entrepreneuriat*. Il s'agit d'une construction largement symbolique sur le fondement des entreprises, devenue une sorte d'idéologie officielle, et dont l'entreprise plateforme est la meilleure et la plus efficace incarnation. Cette rhétorique consiste à défendre le mérite à travers la figure d'un sujet hyper-individualisé, en cultivant l'illusion d'un affranchissement absolu du conditionnement social, portée par une idée diffuse mêlant liberté, audace, innovation, autonomie, risque et hyper-productivité. Les grandes entreprises technologiques de la région ont trouvé dans ce dispositif discursif un outil très efficace pour élaborer un sens commun qui serve leur intérêt, et qui imprègne fortement la vision du monde des secteurs les plus éloignés d'une structure sociale. Dans le contexte de la crise profonde que traverse actuellement l'Amérique latine, l'*entrepreneuriat* sert à actualiser, dans un esprit techno-libéro-numérique, un néolibéralisme tardif résolument affaibli et décadent.

Un paradoxe notoire naît donc de cette revendication exacerbée d'une idée diffuse de la liberté – essentiellement, de la liberté du marché – dans un contexte d'effondrement du soutien social minimal et de concentration imprévue du capital par les entreprises face à un affaiblissement des États en général, et a fortiori des États « faillis » du capitalisme périphérique. La rhétorique de l'entrepreneuriat cherche à transformer la dureté de l'expérience de l'instabilité au quotidien en adrénaline du risque, et la détresse en soi-disant opportunité individuelle. Dès lors, ce pari sur « l'*empowerment* » aboutit à une privatisation de la souffrance sociale et à une culpabilisation accrue du sujet, doublement acculé par sa situation matérielle paupérisée et sa mission non remplie d'hyperproductivité.

Le développement de cette nouvelle configuration sociale ajoute un nouvel élément de complexité au grand défi de notre temps, qui implique de créer de nouveaux horizons de sens commun et d'organisation collective. Les syndicats et les mouvements sociaux, acteurs de la résistance, sont les principaux agents de ce défi mais leur potentiel – qui se trouve à un moment critique – dépend de leur capacité à déconstruire une logique anachronique et à réinventer des formes collectives à la hauteur des dilemmes qui sont en jeu. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Patricia Ventrici <patriciaventrici@gmail.com>

> Le système inter-capital :

Classes moléculaires et organiques

Esteban Torres, Universidad Nacional de Córdoba-CONICET (Argentine)

Pour expliquer l'évolution des processus de changement social, il est nécessaire de prêter attention à l'évolution historique d'un jeu d'appropriation mondial qui se déroule simultanément dans les sphères nationales, régionales et globales de la société mondiale.¹ Je pourrais définir le jeu d'appropriation mondial – ou jeu de pouvoir mondial – comme un champ variable d'interactions qui se forme à l'intersection de six systèmes historiques : le système capitaliste, le système étatique, le système communicationnel, le système racial, le système patriarcal et le système naturel. Le système capitaliste constitue la dimension matérielle centrale de la société mondiale depuis le XIX^e siècle. Cela en fait – en résumé – le système dominant.

La transformation la plus importante que le système capitaliste a connue sous l'effet de l'évolution du jeu d'appropriation mondial est la constitution d'une nouvelle structure de classe mondiale. Les classes sociales en question n'ont pas grand-chose à voir avec celles des premières villes industrielles européennes des XVIII^e et XIX^e siècles, conceptualisées de manière paradigmatique par Marx et Weber. Si la structure de classe marxienne était essentiellement définie par une relation antagoniste simplifiée entre classe capitaliste et classe ouvrière, la structure de classe de la société mondiale actuelle se définit avant tout à partir d'une dialectique entre classes moléculaires et classes organiques. Si ce qui était en jeu dans la première était la propriété des moyens de production, ce qui détermine avant tout la constitution de la seconde est la source du revenu.

> Classes moléculaires

La classe moléculaire peut être définie comme un mode de dépendance et de déploiement économique de l'individu, associé en premier lieu à la structure de ses revenus. Le sujet de la classe moléculaire est l'individu et non le groupe. Depuis au moins la fin du XX^e siècle, chaque sphère nationale de la société mondiale a été façonnée par une structure de classe moléculaire.

Dans cet ensemble, on peut distinguer l'existence de quatre types de classes : la classe dépendante du profit, la classe dépendante du travail, la classe dépendante de l'aide et la classe dépendante du crime. Ce qui définit l'appartenance d'un individu à une certaine classe moléculaire à un moment donné est sa source principale de revenu. Si cette source principale de revenu change, l'individu est « reclassé ». Par ailleurs, chaque individu à un moment donné n'appartient pas seulement à une certaine classe moléculaire mais aussi à une certaine strate au sein de cette classe.

La strate de classe d'un individu est définie sur la base d'une position économique associée à un volume de revenus. À partir du XXI^e siècle, on peut identifier l'existence de cinq strates de classe dans les sphères nationales de la société mondiale. De haut en bas, je les appelle strates de classe supérieure, haute, moyenne, basse et inférieure. Une personne appartenant à la strate de classe supérieure fait partie de la supra-élite, c'est-à-dire au cercle croissant et scandaleux des milliardaires. L'individu qui appartient à la strate haute fait partie de l'infra-élite. Ces deux strates les plus élevées forment le domaine de l'élite. À l'inverse, les individus appartenant aux strates de classe moyenne, basse et inférieure forment le domaine populaire. Ce dernier est un domaine qui présente d'importantes disparités internes.

Ainsi, contrairement à ce que tendent à indiquer les théories modernes de la classe, la classe n'est pas un indicateur de stratification ; chaque classe est stratifiée et chaque strate est une strate de classe. Une classe moléculaire peut être présente dans plus d'une strate et une strate peut rassembler plus d'une classe.

> Classes organiques

Si les relations de classes moléculaires découlent des modes de structuration et d'interaction entre des classes d'individus au sein de chaque sphère nationale, les relations de classes organiques reposent sur les modes de

“Ce qu’on appelle habituellement ‘système capitaliste’ est un métasystème, un système de systèmes capitalistes en interaction asymétrique”

structuration et d’interaction entre des classes de pays et de régions dans les sphères globales. Une classe organique est équivalente à une structure nationale et/ou régionale de classes moléculaires. La classe organique est un mode d’assujettissement et de déploiement économique d’un système national qui se définit principalement à partir de sa structure de revenus. À partir du moment où l’on prend conscience de l’existence d’un réseau mondial de classes organiques, il devient possible de passer d’une notion générique et singulière de système économique capitaliste à l’idée de système *inter-capital*. Ainsi, de mon point de vue, ce qu’on appelle habituellement « système capitaliste » est en fait un métasystème, un système de systèmes capitalistes en interaction asymétrique, qui comporte des disparités internes dans sa forme d’organisation mais pas dans sa logique abstraite de maximisation.

Trois types paradigmatiques de classes organiques interagissent dans le système inter-capital : (i) la classe dépendante de la connaissance (capitalisme informationnel) ; (ii) la classe dépendante de l’industrie (capitalisme industriel) ; et (iii) la classe dépendante des matières premières (capitalisme des matières premières). À son tour, il est possible d’identifier l’existence de deux strates de classes organiques mutuellement déterminantes : la centrale et la périphérique. L’appartenance d’une sous-région, d’un pays ou d’un continent à l’une de ces strates reflète sa position économique globale, qui dépend de la taille de son économie.

Depuis la mondialisation² du système inter-capital au XIX^e siècle, la classe organique dépendante de la connaissance et celle dépendante de l’industrie se sont reproduites dans la strate centrale, tandis que la classe organique dépendante des matières premières s’est reproduite dans la strate périphérique. Ainsi, la classe des pays ou des régions est définie sur la base d’une double appartenance à une classe organique et à une strate. Un fait important à souligner est que les classes organiques établissent de manière fondamentale la matérialité mondiale des classes moléculaires. Cela signifie que chaque individu, ou plutôt toutes les classes d’individus, sont recréées en tant que telles à partir d’un système central ou périphérique. Une telle localisation implique une source supplémentaire

de détermination matérielle, de nature supra-individuelle. Ainsi, chaque classe d’individus dans la société mondiale est configurée à partir d’un double assujettissement et d’un double déploiement, moléculaire et organique.

Le processus de mondialisation contemporaine qui s’est étendu depuis les années 80 est également associé à une mondialisation croissante de la structure de classe du système inter-capital. Avec cette expansion, les inégalités de classe ont cessé d’être exclusivement des inégalités entre classes d’individus au sein de la structure économique des différentes sociétés nationales, pour représenter également, et de manière fondamentale, des inégalités entre classes de pays (et de régions) dans la division mondiale du travail.

Il est essentiel de noter que dans cette nouvelle perspective, les classes moléculaires et les classes organiques ne sont pas considérées comme des acteurs. Contrairement à la théorie moderne des classes sociales, il n’y a pas de logique d’action inhérente à la classe. Les classes d’individus et les classes de pays ne sont pas des acteurs sociaux, et encore moins des acteurs sociaux avec des intérêts prédéterminés. Au moins depuis Bourdieu, ce fait social est devenu évident. Les classes d’individus deviennent des acteurs individuels lorsqu’elles agissent effectivement, et elles deviennent des acteurs collectifs lorsqu’elles se créent ou se regroupent en entreprises, États, syndicats, mouvements sociaux, etc. L’action sociale ne peut en aucun cas être expliquée sans tenir compte de cette structure de classe mondiale³. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Esteban Torres <esteban.torres@unc.edu.ar>

1. La différenciation entre le « global » et le « mondial » est ici d’une importance capitale. Tel je le comprends, le global est cette sphère singulière qui est façonnée de manière expansive ou rétractée à partir de chaque emplacement national de la société mondiale, tandis que le mondial est construit à partir de l’ensemble des sphères globales. Plus précisément, le mondial est constitué à partir de l’ensemble des sphères nationales, régionales et mondiales. (cf. Torres E., « Le paradigme mondialiste. Une nouvelle proposition pour la sociologie », *Dialogue Global* 11.1, <https://globaldialogue.isa-sociology.org/uploads/imgen/2243-v11i1-french.pdf>, pp. 41-42.)

2. « *Mundialización* » en espagnol, c’est-à-dire l’expansion d’une société mondiale, à ne pas confondre avec la globalisation.

3. Cette théorie du capitalisme est développée dans mon livre *The Intercapital System: The New Economy of World Society* (à paraître).

> Le capitalisme de l'indignité

Fabrizio Maciel, professeur invité à l'Université Friedrich-Schiller d'Iéna (Allemagne)

Comprendre le capitalisme n'est pas simple, précisément parce que c'est un système économique et un mode de vie en constante évolution. Tout au long du XX^e siècle, de nombreuses tentatives ont été faites pour définir et catégoriser les étapes du capitalisme. Aujourd'hui, au XXI^e siècle, la dimension technologique du système rend manifeste son visage le plus agressif, produisant à l'échelle mondiale une nouvelle classe d'exclus de l'ère numérique. Dans ce contexte, la pandémie de coronavirus n'a fait que confirmer et aggraver les inégalités entre les classes sociales dans le monde.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut échapper aux illusions de la conjoncture, entretenues par la romancisation de la politique. Devenus des spécialistes en la matière, les grands médias du monde entier transforment le champ politique en un grand spectacle et occultent systématiquement ce qui se passe dans le domaine économique. Or il est nécessaire de reconstituer le scénario structurel et historique plus général qui nous a amenés à la situation actuelle.

> L'émergence d'une classe mondiale des exclus

Depuis les années 70, le capitalisme a connu une « grande transformation », pour reprendre la célèbre expression de Karl Polanyi. L'effondrement de l'État-providence aux États-Unis et en Europe, après 30 années glorieuses, est le principal point de départ pour comprendre ce « meilleur des mondes du travail », tel que l'a défini, non sans provocation, Ulrich Beck.

Pendant l'âge d'or de l'État-providence, de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 70, le capitalisme tentait encore de prouver au monde sa capacité à promouvoir la justice sociale. Avec l'échec de l'État-providence, marqué par l'arrivée du travail précaire dans des pays du centre comme l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, il est devenu évident que le capitalisme ne sera jamais un système capable de contribuer à une quelconque forme de justice.

Depuis, la construction d'un nouveau capitalisme a commencé à l'échelle mondiale, que je qualifie de capitalisme

de l'indignité (*undignified capitalism*). Sa principale caractéristique est de produire une classe mondiale des exclus, aussi bien dans les pays de la périphérie que dans les pays du centre. L'existence d'une classe des exclus a toujours été ce qui caractérisait les pays de la périphérie, voire des continents entiers, comme l'Amérique latine et l'Afrique. Désormais, avec l'arrivée massive de migrants, mais aussi avec l'appauvrissement des classes populaires dans les pays et les continents du centre (comme c'est le cas aux États-Unis et en Europe), la production d'une classe mondiale des exclus est devenue la principale caractéristique du capitalisme de l'indignité.

De plus, ce nouveau capitalisme a pour spécialité de produire et de naturaliser l'absence de valeur de la vie humaine. L'idée de dignité, présente par exemple dans la Constitution du Brésil, nous rappelle le minimum dont les individus ont besoin pour assurer leur survie matérielle et morale. Lorsque ce minimum n'est garanti ni par la possibilité d'un emploi ni par les politiques publiques, on se trouve plongés dans une condition d'indignité qui définit la vie de la classe mondiale des exclus. Au Brésil, cette classe, qui est sans emploi, atteint la barre des 30% de la population économiquement active, vivant dans une sorte de sous-citoyenneté telle qu'elle a été définie par Jessé Souza. Une autre fraction de 30%, une classe laborieuse qui a perdu sa dignité, vit dans une sorte d'insécurité du travail généralement définie comme précaire.

> Précarité ou indignité ?

Il convient ici de réfléchir aux concepts de précarité et de travail précaire. Ceux-ci ne font en effet que décrire des situations et des conditions de travail qui sont à l'évidence mauvaises. Je propose pour ma part le concept de travail de l'indignité précisément parce qu'il permet de mieux comprendre à la fois la détresse matérielle et la condition morale et existentielle humiliante qui sont le lot de millions de personnes dans le monde aujourd'hui. Dans le cas du Brésil, 30% de la population vit au seuil de la dignité – ce sont les personnes qui ont encore un travail, même si c'est un travail de l'indignité – tandis que 30% sont en dessous de ce seuil, parce qu'elles n'ont pas de travail du tout.

“La plupart des cadres brésiliens ont adhéré lors des élections de 2018 à la tendance autoritaire, fondée sur une mentalité de marché ultra-méritocratique”

Dans le scénario européen, en particulier dans le cas français, Robert Castel a apporté des éléments importants pour mieux comprendre le capitalisme de l'indignité. Selon lui, le déclin de l'État-providence revient à un effritement de la société salariale. Sa principale caractéristique est le processus de désaffiliation sociale, par lequel le marché du travail expulse un nombre croissant de personnes, sans créer de nouvelles conditions pour leur insertion. Le résultat est la production sociale de ce que l'auteur appelle les « désaffiliés », c'est-à-dire une classe européenne des exclus, qui fera désormais partie des statistiques de la classe mondiale des exclus.

> Le capitalisme de l'indignité et l'extrême droite

Dans ce contexte, nous devons examiner la relation entre le capitalisme de l'indignité et la montée de l'extrême droite sur la scène politique mondiale. Il s'agit ici de rompre avec la thèse dominante selon laquelle ce sont les erreurs de la gauche et des partis de gauche qui ont permis l'émergence du néo-autoritarisme à l'échelle mondiale. Une fois de plus, il faut rompre avec les illusions de la conjoncture et analyser à nouveau les structures profondes qui nous ont menés là.

Dans le cas allemand, Klaus Dörre a montré un lien direct entre l'augmentation de la précarité au travail et l'adhésion aux modes de pensée et aux opinions de l'extrême droite. À partir de là, on peut comprendre que l'autorita-

risme est un effet, et non une cause, du capitalisme de l'indignité, même s'il peut aggraver l'indignité dans certaines circonstances, comme aujourd'hui au Brésil et dans plusieurs autres pays à travers le monde.

Ainsi, tandis que les classes populaires adhèrent au sentiment autoritaire par peur d'être acculées à une situation d'indignité, les classes dirigeantes flirtent avec l'autoritarisme par peur de perdre leur situation de privilège socialement garanti. C'est ce qui ressort des travaux de recherche empirique que je mène depuis quelques années auprès de cadres au Brésil. Bénéficiant d'une origine sociale privilégiée, de salaires élevés et d'un train de vie luxueux, la plupart de ces cadres brésiliens ont adhéré lors des élections de 2018 à la tendance autoritaire, une tendance fondée sur une mentalité de marché ultra-méritocratique, clairement matérialisée dans les discours de Jair Bolsonaro.

Aujourd'hui, avec l'aggravation de l'indignité produite par la politique ultra-néolibérale du gouvernement et sa politique mortifère face à la pandémie, le peuple brésilien envoie un message fort : Lula da Silva, arrêté en 2018 pour ce qui a été présenté comme la fraude politique et juridique la plus importante de l'histoire du Brésil, apparaît aujourd'hui en 2022 comme favori dans les intentions de vote pour la prochaine élection présidentielle. Reste à voir si l'avenir proche permettra un certain revirement dans cette histoire de l'indignité, et les leçons que le monde peut en tirer. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Fabrício Maciel <macielfabricao@gmail.com>

> Néolibéralisation, marchandisation et précarisation de l'enseignement supérieur

Johanna Grubner, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et rédactrice adjointe de *Dialogue Global*



| Illustration : Arbu.

20

Depuis les années 1980, des processus de transformation fondamentaux, compris comme des processus de restructuration néolibérale, ont été mis en marche, qui ont donné lieu à une restructuration de l'économie, de la politique et de la société. Le secteur de l'enseignement supérieur et les universités font partie depuis le début des années 1990 de cette refonte générale du secteur public, et sont depuis de plus en plus gagnés par l'économisation et la néolibéralisation. Dans de nombreux pays, on observe le passage d'un système de régulation bureaucratique par

l'État à un système de plus en plus axé sur des mécanismes d'organisation et de contrôle par le marché et les entreprises. Cette évolution a eu de lourdes conséquences à différents niveaux.

Trois réajustements importants méritent d'être mentionnés. En premier lieu, une standardisation des programmes d'études et des restrictions à la liberté de choisir ses cours en fonction de ses intérêts ont été mises en place dans de nombreux pays, ce qui a fondamentalement changé la façon d'étudier pour les étudiants. Dans le même temps,

>>

la massification des études supérieures a eu un impact sur les possibilités de trouver un emploi à l'issue de ses études et diminué l'importance des diplômes universitaires. En deuxième lieu, dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur, un régime d'emploi dé-sécurisé a accompagné le tournant néolibéral du *welfare state* vers un *workfare state* et a donc accentué la précarisation. Avec la mise en œuvre, inspirée du marché, du classement des universités et des universitaires, la concurrence s'est généralement accrue et a créé un type de travailleur qui répond (apparemment) aux exigences d'un marché du travail et d'une organisation du lieu de travail flexibles et libéralisés en augmentant la productivité de manière très efficace. Enfin, ces nouvelles exigences ont eu de nouvelles répercussions sur les dispositions relatives au genre dans l'enseignement supérieur tout en apparaissant comme non sexistes dès lors que tout le monde est classé à égalité. Or structurellement, ceux qui sont plus à même de gérer leur propre temps et qui n'ont pas de responsabilités familiales sont favorisés.

Les articles de cette rubrique analysent ces transformations et tendances à l'œuvre dans l'enseignement supérieur et en dégagent un certain nombre de conséquences. Dans le premier article, Stephanie Ross et Larry Savage examinent les effets de la néolibéralisation en cours dans le secteur de l'enseignement supérieur canadien en poin-

tant sa marchandisation et la réorganisation des régimes de travail. Ces auteurs s'intéressent notamment aux adaptations effectuées pendant la pandémie de Covid-19 et aux possibilités et à la nécessité de changement que ces adaptations ont mises en lumière. De son côté, Ka Ho Mok aborde le sujet des opportunités d'emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur compte tenu de la massification des universités en Asie de l'Est, et décrit les conséquences d'un marché du travail hautement concurrentiel que cette évolution a engendrées. Dans sa contribution, Elizabeth Balbachevsky traite des défis auxquels les universités sont confrontées face à un gouvernement néo-populiste qui tente non pas de transformer mais de défaire le système de l'enseignement supérieur. Elle montre comment, dans le cas des universités brésiliennes, des processus décisionnels semi-autonomes peuvent garantir la stabilité des universités lorsque celles-ci sont menacées par la mauvaise gestion du gouvernement. Portant un regard critique sur la vogue de l'enseignement à distance, Yusef Waghid remet en question l'idée, renforcée par la pandémie de Covid-19, que les universités sont des institutions uniquement chargées de la transmission de connaissances, et appelle à une restructuration des universités (sud-)africaines en conformité avec l'éthique africaine de l'*ubuntu*, qui permettrait de faire des universités des institutions autonomes connectées à la société qui auraient en même temps leur place dans celle-ci. ■

> La néolibéralisation dans l'enseignement supérieur de l'après-pandémie

Stephanie Ross, Université McMaster (Canada) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44), et **Larry Savage**, Université Brock (Canada)



En février 2022, grève de l'Association des Professeurs de l'Université Acadia (AUPA), en Nouvelle-Écosse (Canada).
Crédit : Can Mutlu.

Rares sont les personnes travaillant aujourd'hui dans l'enseignement supérieur qui n'auront pas constaté trois grandes tendances. Premièrement, l'objectif des établissements d'enseignement supérieur s'est résolument tourné vers les besoins du marché. Deuxièmement, le contenu, l'organisation, la distribution et les avantages du travail dans l'enseignement supérieur ont connu des changements spectaculaires, qui sont durement ressentis. Troisièmement, les répercussions de ces deux phénomènes interdépendants continuent de susciter des vagues d'organisation et de lutte collectives dans l'enseignement supérieur, même si cette résistance est inégale et étroitement liée à des stratégies individuelles d'adaptation, de consentement ou de défection. L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les établissements d'enseignement supérieur a intensifié encore plus ces tendances, ce qui soulève des questions sur ce à quoi ressemblera l'enseignement supérieur de l'après-pandémie et qui il servira.

> La néolibéralisation en tant que marchandisation de l'enseignement supérieur

Les trois dernières décennies ont été marquées par une transformation néolibérale de l'enseignement supérieur. Sur

le plan de sa finalité, l'enseignement supérieur est désormais orienté vers les besoins du marché. Les établissements d'enseignement supérieur doivent de plus en plus répondre aux besoins des employeurs privés en matière de recherche et de main-d'œuvre qui leur permettront de réussir dans une économie mondiale concurrentielle. Les établissements d'enseignement supérieur eux-mêmes sont désormais soumis aux règles du marché, entrant en concurrence pour attirer les étudiants, leurs frais de scolarité quels que soient les fonds publics attribués à ces étudiants, ainsi que les investissements ou la philanthropie de donateurs privés qui, forts de leur poids financier, dictent la mission de l'université. La plupart des observateurs de la « corporatisation » de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire de son assujettissement au contrôle d'entreprises privées, notent qu'il en a résulté une transformation des normes et procédures de prise de décision internes, avec des structures inspirées du monde de l'entreprise qui conduisent à centraliser le pouvoir aux mains des instances dirigeantes et à supplanter la gouvernance collégiale au sein de laquelle le corps enseignant et les autres parties prenantes jouaient un rôle plus important. L'orientation vers le marché se traduit également par des contraintes budgétaires et l'utilisation d'indicateurs de performance pour organiser la concurrence interne et externe pour s'accaparer

les ressources. Ces transformations se manifestent par ailleurs dans le contenu des cursus universitaires, qui doivent désormais attirer les étudiants à la recherche d'un titre universitaire à faire valoir sur le marché du travail et qui doivent par conséquent prouver leur utilité pour l'emploi plutôt que l'acquisition de compétences et de perspectives solides.

> La réorganisation du travail : la mise en œuvre de régimes de travail néolibéraux

La réorganisation du travail est une composante essentielle de la néolibéralisation de l'enseignement supérieur dans la mesure où de nouvelles modalités de travail et de nouvelles relations de pouvoir sont nécessaires pour mettre en œuvre cette vision de l'enseignement orientée vers le marché. Concrètement, les modalités de travail dans l'enseignement supérieur ont fait l'objet d'une fragmentation du travail universitaire entre ses composantes d'enseignement, de recherche et de service, d'une déqualification des personnes affectées à ces différentes composantes et d'une réduction du coût de ces travailleurs, de plus en plus remplaçables. L'augmentation des contrats temporaires dans l'enseignement et la recherche est manifeste dans l'ensemble de l'enseignement supérieur, suivant une évolution qui permet à la fois d'économiser de l'argent et de renforcer le contrôle administratif, sachant que les titulaires de contrats précaires participent rarement à la gouvernance collégiale. L'intensification du travail s'ajoute à la fragmentation et au climat de concurrence accrue pour les rares « bons postes » aussi bien que pour les contrats précaires proposés. Cette intensification du travail implique également une composante importante de travail émotionnel. L'évolution des attentes des étudiants quant à ce que leurs études sont censées leur apporter est également dictée par les conceptions néolibérales de l'université, ce qui oblige les enseignants à gérer ces attentes d'une manière nouvelle. Enfin, on assiste à l'élaboration de formes de responsabilité ascendante et de surveillance descendante, la productivité des travailleurs devenant un élément déterminant pour les établissements d'enseignement supérieur. Le curriculum vitae devient l'instrument de mesure des universitaires, qui l'utilisent pour se plier aux normes néolibérales du travail.

> Après la pandémie, tout va continuer comme avant, ou d'autres voies sont-elles possibles ?

La pandémie de Covid-19 a servi à exacerber encore davantage ces trois tendances : marchandisation et centralisation, réorganisation et intensification du travail, et conflit et résistance. La situation d'urgence a permis aux gestionnaires de l'enseignement supérieur de centraliser davantage les décisions pendant la pandémie et de court-circuiter les organes collégiaux dans l'élaboration des politiques et leur mise en pratique. Les décisions concernant l'opportunité et le moment de reprendre l'enseignement présentiel et les mesures de protection concernant la santé et la sécurité sur le lieu de travail ont constitué des points névralgiques

de conflit. Les inquiétudes du corps enseignant concernant les motifs du retour au travail – à savoir le souci des gestionnaires de protéger les parts de marché et les budgets plutôt que la santé et le bien-être des membres de la communauté universitaire – et le peu d'influence véritable sur ces décisions, ont suscité des sentiments croissants de méfiance, de colère, de ressentiment et de désengagement.

La pandémie a également entraîné une intensification substantielle du travail. Les professeurs ont dû s'adapter dans l'urgence à l'enseignement et aux activités en ligne, ce qui a impliqué de se familiariser avec de nouvelles technologies et d'acquérir de nouvelles compétences. Ils ont également dû faire face à des attentes accrues en matière de travail émotionnel et répondre à divers besoins des étudiants, qui tentaient de poursuivre leurs études tout en étant confrontés à la maladie, à la mort, aux pertes d'emploi et à une inquiétude généralisée face à l'avenir. Les professeurs ont dû assimiler et gérer les ressentis des étudiants tout en gérant leurs propres peurs, souvent dans un contexte où le télétravail impliquait de devoir s'occuper en parallèle de leurs enfants qui, eux aussi, devaient suivre leurs cours en ligne à la maison. Tout cela est intervenu dans un contexte où les attentes en matière de productivité de la recherche n'ont pas été réduites, ce qui apporte un avantage supplémentaire aux professeurs qui sont structurellement plus privilégiés dans ce secteur déjà très stratifié.

La lassitude face au Covid, le ressentiment accru du corps enseignant à l'égard des gestionnaires et les mesures d'austérité censées rétablir les finances du secteur sont en train d'ouvrir la voie à des formes de résistance collective. Si l'incidence des grèves dans l'enseignement supérieur a certes diminué de manière drastique au début de la pandémie, on constate à présent une recrudescence du militantisme et des interruptions de travail sur les campus, comme en témoigne la vague de grèves dans l'enseignement supérieur qui a gagné le Canada et le Royaume-Uni au début de l'année 2022. Les circonstances de la pandémie rendent certes l'action collective plus difficile, mais elles ont également créé un terrain fertile, car les travailleurs de l'enseignement supérieur se sentent plus éloignés que jamais de leurs administrations.

Reste à savoir si la résistance par le moyen de la grève transformera l'université néolibérale de l'après-pandémie. Ce qui ressort plus clairement, cependant, c'est que les pressions politiques et économiques externes continueront presque certainement à pousser les instances administratives des universités à réorganiser le travail et les processus de prise de décision d'une manière qui engendrera la colère, le ressentiment, et potentiellement encore plus de militantisme parmi les travailleurs universitaires. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Stephanie Ross <ross10@mcmaster.ca>
Larry Savage <lsavage@brocku.ca>

> Enseignement supérieur et emploi : Les tendances en Asie de l'Est¹

Ka Ho Mok, Lingnan University (Hong Kong)



L'expansion croissante de l'enseignement supérieur a entraîné une pression sur l'emploi des diplômés ainsi qu'une concurrence accrue sur le marché du travail. Crédit : Université de Lingnan.

Les marchés du travail d'Asie de l'Est ont connu ces dernières années un afflux massif de jeunes travailleurs dotés d'une formation universitaire, les diplômés d'un système d'enseignement supérieur massifié étant à la recherche d'un emploi. L'expansion massive de l'enseignement supérieur en Asie de l'Est se fait incontestablement ressentir sur l'emploi des diplômés, qui se retrouvent sur un marché du travail hautement compétitif. Le tableau 1 présente les taux de chômage en 2020 dans une sélection de pays et régions d'Asie de l'Est en fonction du niveau d'études. Les chiffres n'indiquent peut-être pas directement une relation de cause à effet entre la massification de l'enseignement supérieur et la hausse des taux de chômage, ces derniers restant relativement faibles. Mais il apparaît de manière de plus en plus évidente que les nouveaux diplômés n'ont pas pu obtenir de postes compétitifs solides durant la période de massification de ces dernières années, ce qui soulève des questions sur la qualité des emplois auxquels les diplômés accèdent, notamment la question de savoir s'ils intègrent le marché du travail formel ou informel.

> La massification de l'enseignement supérieur et ses répercussions sur l'emploi des diplômés

Avec l'accélération de la mondialisation et le passage à une économie fondée sur la connaissance, de nombreux pays émergents ont développé leur système d'enseignement supérieur pour améliorer leur compétitivité mondiale. Mais, contrairement aux attentes, les diplômés n'ont pas encore fait preuve d'une forte compétitivité sur le marché du travail. Bien que les taux de chômage au niveau mondial aient diminué, plus de 170 millions de personnes restent sans emploi (Bureau international du travail, 2019). Les statistiques de la Banque mondiale montrent une tendance à la baisse du nombre de jeunes actifs depuis le début du XXI^e siècle. Par rapport à l'Europe, à l'Amérique du Nord et à l'Afrique, la baisse du taux d'emploi des jeunes est plus prononcée dans les pays asiatiques, en particulier en Asie de l'Est (voir le graphique 1). Les données pour l'Asie de l'Est révèlent une variation de l'augmentation du taux de chômage des jeunes, qui s'est intensifié avec la récession actuelle liée à la pandémie de Covid-19.

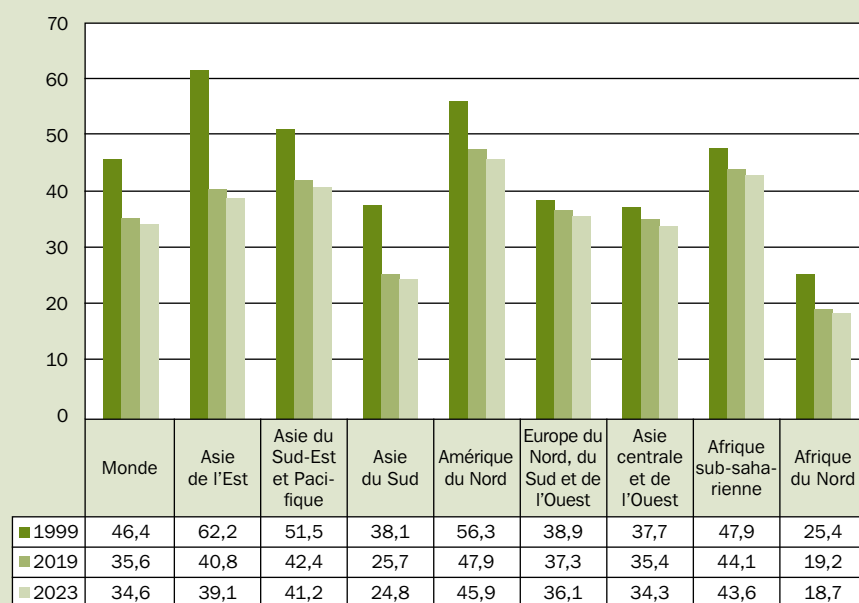
>>

Taux de chômage en Asie de l'Est en 2020, par niveau d'études

Pays/Région	Niveau d'études	Taux de chômage (en %)
Hong Kong	études supérieures	5,10
Japon	études supérieures	2,90
Corée du Sud	études supérieures	3,50
Taïwan	études supérieures	4,92

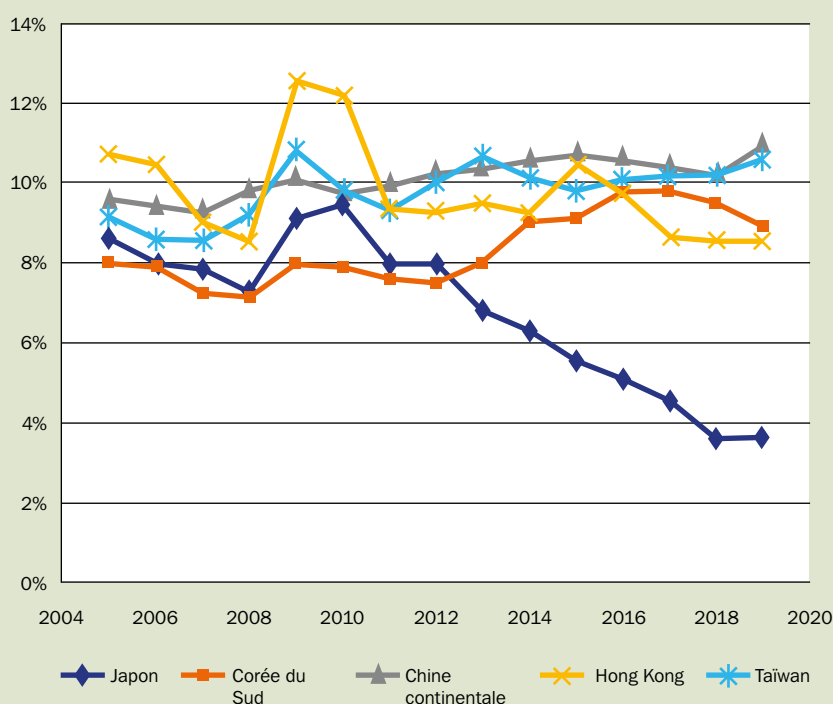
Tableau 1. Source des données : Hong Kong (RAS), <https://www.statistics.gov.hk/pub/B10100062020AN20B0100.pdf>; Japon, <https://news.yahoo.co.jp/byline/fuwaraizo/20210325-00228342/>; Service coréen d'informations statistiques, <https://kosis.kr/eng/search/searchList.do>; Département du recensement et des statistiques, Statistiques nationales, République de Chine (Taïwan), <https://eng.stat.gov.tw/ct.asp?xitem=42761&ctNode=1609&mp=5>.

Taux d'emploi des jeunes



Graphique 1. Source des données : Banque mondiale, <http://datacatalog.worldbank.org>.

Taux de chômage des jeunes en Asie de l'Est



Graphique 2. Source des données : Bureau national de statistique de Chine, <http://www.stats.gov.cn>; Hong Kong (RAS) Département du recensement et des statistiques, <http://www.censtatd.gov.hk/sc>; Statistiques nationales, République de Chine (Taïwan), <http://www.stat.gov.tw>; Bureau national des Statistiques de Corée du Sud, <http://kostat.go.kr>; Bureau des Statistiques du Japon, <http://www.stat.go.jp>.

Les études récentes tendent invariablement à indiquer que la nouvelle génération de diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays d'Asie de l'Ouest et de l'Est a du mal à trouver un emploi et est confrontée au sous-emploi ou au chômage. Le graphique 2 illustre la tendance à la hausse du chômage des jeunes en Asie de l'Est. Ces diplômés de l'enseignement supérieur sont par ailleurs susceptibles d'obtenir un emploi en acceptant des postes peu rémunérés nécessitant un faible niveau d'études, ce qui entraîne le problème de leur « surqualification » sur le marché du travail. L'effet de la surqualification et de la massification peut se traduire par des taux de chômage élevés, des salaires mensuels peu élevés et des emplois précaires. L'excédent de diplômés de l'enseignement supérieur est révélateur non seulement de la « promesse non tenue » portée par la théorie du capital humain, selon laquelle un investissement accru dans l'enseignement supérieur améliorerait la mobilité sociale, mais aussi de la cruelle réalité à laquelle sont confrontés les jeunes diplômés de l'université, à savoir l'inadéquation des emplois disponibles avec leurs qualifications. De plus en plus de jeunes expriment leur insatisfaction, se plaignant de la précarité de leur emploi.

Si l'on prend l'exemple du Japon, de la Corée du Sud, de Hong Kong, de Taïwan et de la Chine continentale, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a connu des fluctuations entre 2004 et 2020 (voir graphique 2). Notons que la tendance à la massification de l'enseignement supérieur n'a pas permis de résoudre le problème du chômage des jeunes en Asie de l'Est, qui ne montre aucun signe notable de réduction. Autrement dit, les diplômés ont du mal à trouver un emploi, et ce malgré les diplômes universitaires obtenus. Le Japon a certes réussi dans un premier temps à réduire les chiffres du chômage des jeunes diplômés, mais celui-ci est légèrement reparti à la hausse après 2018. Comment obtenir un emploi décent est devenu une préoccupation commune aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur à travers l'ensemble de l'Asie de l'Est.

> Implications politiques

Nous avons ici expliqué comment la massification de l'enseignement supérieur a eu un impact négatif sur l'emploi des diplômés, notamment en raison de l'inadéquation croissante entre les compétences des diplômés et les besoins changeants du marché du travail. On constate ainsi l'importance d'adapter les connaissances et les compétences des diplômés universitaires aux besoins du marché du travail. Les compétences que les jeunes diplômés acquièrent dans les établissements d'enseignement supérieur ne se traduisent pas nécessairement en termes d'employabilité sur le marché du travail. En outre, certaines approches axées sur l'offre tendent à faire porter aux établissements d'enseignement supérieur la responsabilité de l'amélioration des compétences des diplômés. Pourtant, des dispositions bien développées et bien appliquées en vue d'une meilleure employabilité ne sont pas nécessairement synonymes de perspectives réelles d'emploi. Les établissements d'enseignement supérieur doivent par conséquent évaluer de manière critique leurs programmes d'études afin de tenir compte de la rapidité de l'évolution socio-économique.

L'augmentation du chômage et du sous-emploi des diplômés, associée à la « promesse non tenue » de la théorie du capital humain, suscite le mécontentement de la jeunesse. De nombreuses études récentes montrent que les jeunes d'Asie de l'Est se déclarent insatisfaits. De même, le mécontentement des jeunes au Royaume-Uni et en Europe a obligé les gouvernements occidentaux à reconnaître l'existence d'une « crise de la jeunesse ». Les gouvernements des différents pays du monde devraient être particulièrement attentifs à l'intensification des conflits intergénérationnels, en particulier lorsque de plus en plus de jeunes insatisfaits considèrent que la racine du problème réside dans les *inégalités entre les générations en matière d'éducation, de travail, de logement et de protection sociale*. ■

Toute correspondance est à adresser à Ka Ho Mok <kahomok@ln.edu.hk>

1. Cet article est une version revue et adaptée d'un article récent de l'auteur : Mok KH, Ke GG et Tian Z (2022) "Massification and privatisation of higher education in East Asia: Critical reflections on graduate employment from sociological and political economic perspectives", in : Brown, P et al. (eds) *International Handbook for Graduate Employment*. Cheltenham : Edward Elgar (sous presse).

> Au Brésil, la résilience des universités face au populisme

Elizabeth Balbachevsky, Université de São Paulo (Brésil)



Un collage dans la rue avec les lettres du mot « populisme ». Crédit : [flickr](#).

Cet article traite des défis auxquels sont confrontées les universités publiques dans un pays gouverné par les néo-populistes. Pour ce faire, j'analyse ici la situation actuelle des universités publiques brésiliennes face au gouvernement du président Bolsonaro.

Au cours des dernières décennies, l'enseignement supérieur a été confronté dans le monde entier à de nombreux défis provenant d'initiatives gouvernementales. Néolibéralisation, marchandisation, managérialisation figurent parmi les termes qui permettent de décrire les multiples facettes de la dynamique qui régit la relation entre l'enseignement supérieur, les gouvernements et la société. Mais ce qui se passe avec un gouvernement néo-populiste va plus loin : sous ce type de gouvernement, les universités ne sont pas seulement confrontées à un environnement politique hostile qui les pousse à des changements. Elles sont surtout confrontées à un environnement ennemi, dans lequel le gouvernement ne cherche pas à transformer les universités mais à les neutraliser.

Le terme de « populisme » est depuis longtemps utilisé dans les analyses politiques pour décrire les dirigeants qui accèdent au pouvoir et s'y maintiennent en mobilisant le

soutien direct de larges secteurs de la population. C'est en élaborant avec soin différents discours répondant aux attentes et au mécontentement de divers secteurs de la société qu'ils obtiennent cette mobilisation. Actuellement, le mécontentement généralisé qui s'étend rapidement dans les secteurs marginalisés du fait de l'évolution de la société de la connaissance, représente une excellente occasion pour les entrepreneurs politiques de tirer profit du temps et des moyens investis pour donner la parole à ce mécontentement et le canaliser. Pour ce faire, ils utilisent la vieille boîte à outils populiste, qui consiste à entretenir un lien personnel entre le leader et ses partisans et à promettre d'inclure et de protéger le « peuple » depuis trop longtemps « laissé-pour-compte ».

> L'offensive néo-populiste contre les universités

Dans ce discours, les universités, entre autres entités, représentent l'ennemi : elles sont le berceau de la culture et des valeurs post-matérialistes qui remettent en cause les croyances profondément ancrées du « peuple ». Les universités incarnent la science et la technologie, qui sont parmi les principales menaces pour les anciennes traditions. L'esprit sceptique que la science cultive lorsqu'elle

s'attaque aux vérités établies est un autre motif de suspicion. Ces perceptions font de l'université un ennemi à mettre à genoux. Dans la version plus totalitaire du néo-populisme, les mesures pour contrôler la vie universitaire ont une signification plus profonde : elles visent à transformer l'université en un outil de diffusion de l'idéologie dominante soutenue par le régime néo-populiste.

Le néo-populisme qui menace aujourd'hui la démocratie au Brésil trouve également ses racines dans l'appauvrissement et l'insécurité engendrés par la mondialisation. Mais il va plus loin : il se nourrit de l'insécurité engendrée par la précarité de l'accès à une éducation de qualité et par le déficit généralisé de formation aux qualifications et compétences modernes. Ce ressentiment a été exploité par le candidat Jair Messias Bolsonaro lors de sa campagne victorieuse pour la présidence en 2018. Bolsonaro a réalisé cet exploit en mobilisant différents réseaux de médias sociaux et en élaborant divers récits destinés à ses partisans. Chaque récit exploitait les sources de haine et de ressentiment et présentait le candidat Bolsonaro comme celui qui exprimait le plus justement leurs doléances et comme le défenseur des anciennes valeurs traditionnelles.

Une fois au pouvoir, Bolsonaro a gouverné en s'assurant à la fois le soutien d'un vaste réseau diversifié de partisans dispersés mobilisés par les médias sociaux et le soutien enthousiaste de tout un ensemble de membres du Congrès issus de différents partis. Un programme conservateur est à la base du soutien politique à Bolsonaro. Son principal objectif est le démantèlement des réglementations en place, et ce, dans tous les domaines, qu'il s'agisse d'environnement, de santé, d'éducation, d'infrastructures ou de protection sociale.

Le gouvernement de Bolsonaro a également désigné les universités comme un ennemi. À différentes occasions, des membres du gouvernement ont présenté les universités publiques comme des repaires de communistes et d'athées et accusé les autorités universitaires de tolérer des plantations de marijuana sur leurs campus. Son gouvernement a ainsi imposé des coupes drastiques dans le budget des universités fédérales. Le ministère de la Justice a fait jouer une loi datant du régime autoritaire des années 1960 pour lancer des procédures judiciaires contre le personnel enseignant et de direction des universités chaque fois qu'ils osaient critiquer publiquement le gouvernement. Se servant de la pandémie comme prétexte, le gouvernement a également gelé les embauches dans les universités. Des tentatives d'ingérence dans l'autonomie universitaire se sont également produites à différentes

occasions, avec notamment des coupes dans les ressources destinées aux sciences humaines et sociales, et des actions visant à mettre en péril la continuité des programmes d'études axés sur les inégalités entre les sexes et les inégalités raciales. Enfin, le gouvernement a réussi à désorganiser à maintes reprises la gouvernance interne des universités, en contournant les règles établies et en nommant à la tête des universités des dirigeants de petits mouvements conservateurs.

> La résistance des universités

Malgré cet environnement défavorable, les universités brésiliennes ont tenu bon. Elles ont su relever les défis posés par la pandémie, trouver des ressources pour réinventer l'enseignement et l'apprentissage en utilisant les outils disponibles pour l'enseignement à distance, et lancer des programmes permettant aux étudiants issus de milieux défavorisés d'avoir accès à Internet. Les programmes de recherche et d'études dans différents domaines ont été repensés pour s'intéresser plus particulièrement à la compréhension des multiples conséquences de la pandémie, ce qui a justifié auprès de l'opinion publique brésilienne l'existence de l'université.

La résistance universitaire provient de sources différentes mais complémentaires. La première est la présence d'alliés solides au sein de la société brésilienne, en particulier dans les médias et le pouvoir judiciaire. On retrouve là l'héritage du rôle important joué par les universités publiques dans la lutte pour la démocratisation du pays entre les années 1970 et 1980. La deuxième source de résistance tient au rôle joué par les procédures d'évaluation par les pairs dans les politiques scientifiques et éducatives. Face aux menaces de persécution, les universitaires de tous horizons ont serré les rangs pour défendre les libertés universitaires. Enfin, il y a les règles collégiales qui constituent toujours la base de la gouvernance universitaire au Brésil. La collégialité signifie que les instances de décision des universités sont dispersées entre de nombreux centres de décision semi-autonomes qui se chevauchent. Les départements, facultés, laboratoires, instituts et programmes partagent tous un certain degré d'autonomie dans le processus interne de décision. Lorsque l'administration centrale s'est effondrée en raison de la mauvaise gestion du gouvernement, ces centres ont pris le relais et, en créant des liens ad hoc, ont sorti l'université de cette situation difficile. L'expérience brésilienne montre ainsi que les anciens modèles de gouvernance restent utiles pour soutenir la résilience des universités face aux tempêtes créées par les gouvernements autoritaires néo-populistes. ■

Toute correspondance est à adresser à Elizabeth Balbachevsky <balbasky@usp.br>

> De la possibilité d'une université ubuntu

Yusef Waghid, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

Dans cet article, j'appelle à repenser l'idée d'université à la lumière de l'éthique africaine de l'*ubuntu*, c'est-à-dire, littéralement, de la dignité humaine et de l'interdépendance. Partout dans le monde, les universités sont devenues des institutions consacrées à la (re)production de connaissances, et ce, à des fins diverses, qui vont de l'autonomie individuelle à la responsabilité publique, en passant par les intérêts de l'économie et des marchés. Mais ce qui m'intéresse en premier lieu, c'est que les universités n'ont pas toujours eu comme objectifs de rendre publiquement des comptes de leur action et d'en être tenues pour responsables.

> L'université publique menacée

Malgré les affirmations selon lesquelles l'université publique en Afrique (du Sud) s'est considérablement transformée, sa réticence à aborder véritablement et résolument des questions telles que les manifestations persistantes des étudiants contre la hausse des frais de scolarité, la corruption institutionnelle et la mauvaise gestion des ressources, l'inégalité entre les sexes et l'exclusion fondée sur le genre, le harcèlement sexuel, les mauvaises pratiques impliquant des pots-de-vin en échange de bonnes notes, le plagiat universitaire et l'indiscipline, ainsi que la consommation excessive d'alcool et la délinquance chez les étudiants, exacerbe la crise des études universitaires. Pourtant, l'aspect de loin le plus déconcertant de la vie universitaire est lié à l'activité pédagogique de l'enseignement et de l'apprentissage. L'enseignement et l'apprentissage semblent être restés essentiellement axés sur la transmission et l'acquisition de savoirs, sans guère laisser de place à la possibilité de pratiques pédagogiques critiques. Avec l'introduction dans l'urgence de l'enseignement à distance en ligne pendant la pandémie de coronavirus, il semble que l'apprentissage critique ait été à nouveau sacrifié au profit de l'enseignement à distance en ligne et de l'apprentissage dit « hybride » (*blended learning*), comme si ces approches de la pédagogie dans le supérieur pouvaient en soi renforcer la confiance dans les études universitaires. Dès lors, la responsabilité publique de l'université semble être menacée et, sans vouloir être excessivement alarmiste, l'institution apparaît au bord de l'effondrement.

Compte tenu de la situation désastreuse dans laquelle semblent se trouver les universités en Afrique (du Sud), je propose que l'idée d'université soit repensée à la lumière de l'éthique africaine de l'*ubuntu*. De mon point de vue, l'*ubuntu* est un concept à la fois philosophique et politico-éthique qui peut contribuer, premièrement, à penser l'université autrement en ces temps troublés et, deuxièmement, à mettre en œuvre des pratiques susceptibles de réaligner ses objectifs institutionnels et transformationnels avec l'idée d'une communauté au sein de laquelle universitaires et étudiants peuvent cultiver des relations fondées sur la liberté individuelle, la collaboration et le sentiment partagé d'appartenance. Une approche fondée sur l'*ubuntu* peut donner lieu à une institution d'enseignement supérieur capable de reconsidérer le potentiel transformateur de l'institution elle-même.

La spécificité de l'*ubuntu* réside dans son lien interne avec l'action humaine et dans la mise en œuvre externe de relations avec d'autres êtres humains, contextes et entités de type non humain, tels que les ordinateurs et autres dispositifs technologiques. Réaffirmé à travers la formule « Je suis donc nous sommes », l'*ubuntu* implique d'avoir des relations internes et externes avec soi-même et les autres, y compris d'autres choses, de sorte que les actions découlant de l'*ubuntu* consistent à faire des choses avec les autres et pas toujours *aux* autres et *pour* les autres. Je suis d'avis qu'une université inspirée par l'*ubuntu* peut offrir à l'institution la possibilité de rester autonome tout en étant publiquement responsable de ses actions. Globalement, une université de ce type ne se contenterait pas de consolider les objectifs de transformation de l'institution, mais les appliquerait prioritairement aux questions d'intérêt public. Je fais ici référence à des questions qui impliquent sa transformation en relation avec des revendications de connaissance et de raison et avec des pistes de réflexion non envisagées auparavant. Deuxièmement, une telle université envisagerait son engagement auprès de la communauté au sens large non pas comme une prestation de services ou une activité ayant un impact, mais plutôt comme un acte de collaboration authentique dans l'intérêt de l'institution et du public en général. Troisièmement, l'université s'efforcerait de cultiver une attention morale aux préoccupations locales et mondiales sur des questions qui renforceraient la dignité humaine, la justice sociale et réparatrice, et la coexistence humaine pacifique.

“Une approche fondée sur l’ubuntu peut donner lieu à une institution d’enseignement supérieur capable de reconsidérer le potentiel transformateur de l’institution elle-même”

> Décolonisation, décolonialité et université ubuntu

L’aspect de loin le plus essentiel de la transformation de l’enseignement supérieur que l’université publique devrait prendre en considération en priorité est la notion de décolonisation. Lorsque nous parlons de décolonisation de l’enseignement supérieur, nous faisons référence aux pratiques de résistance qui sont proposées pour ébranler les idées dévoyées de partage du pouvoir qui régissent les pratiques dans l’enseignement supérieur. Avec la décolonisation, la notion de décolonialité peut être considérée comme le rétablissement des valeurs culturelles, des aspirations économiques et des intérêts en matière de connaissance des communautés (précédemment) colonisées. Par conséquent, la décolonisation de l’université publique est une tentative pour contester et mettre en cause l’héritage impérialiste et la dévalorisation des cultures et des intérêts en matière de savoirs des communautés marginalisées. La décolonisation de l’enseignement supérieur peut ainsi être formulée comme une réarticulation des systèmes de valeurs sous-jacents des communautés exclues. C’est là que le projet de décolonisation est lié à l’*ubuntu*, dans le sens où ce dernier met également en avant le fait que les valeurs de l’autre dans son altérité doivent être prises en compte. Ainsi, la décolonisation de l’enseignement supérieur revient à transformer celui-ci conformément aux valeurs morales de l’*ubuntu*.

On peut légitimement se poser cette question : Une université *ubuntu* est-elle différente d’une université entrepreneuriale, d’une université de la pensée et d’une université écologique ? Si ces différentes conceptions mettent l’accent sur les impératifs à la fois épistémologiques et moraux de l’université par rapport à elle-même et aux sociétés dans lesquelles elle intervient, je soutiens cependant que c’est au moyen de l’université *ubuntu* que l’émotivisme sous les formes de la dignité et de l’humanité renforcera la capacité d’autonomie, de responsabilité et d’influence d’une université.

Qu’est-ce qui fait de l’université *ubuntu* ce qu’elle est ? Tout d’abord, la référence à la formule « Je suis donc nous sommes », en particulier l’élément « Je suis », met l’accent sur la revendication d’action autonome par l’uni-

versité. Ce qui fait d’une université une université, c’est d’abord son attachement à cultiver et à garantir l’action individuelle autonome – une idée qui va dans le même sens que ce « Je suis ».

Deuxièmement, l’élément « nous sommes » dans l’*ubuntu* se prête à la recherche d’une action humaine collective. Cependant, cette collectivité qu’autorise l’*ubuntu* repose sur l’action délibérative. En fait, une université *ubuntu* favorise l’action délibérative de la part de ses membres constitutifs – ses chercheurs intellectuels. Ce type d’action délibérative a une dimension à la fois éducative et politique. L’action délibérative au sein de l’enseignement supérieur dépend de l’existence de chercheurs autonomes capables d’émettre des jugements au sein et en dehors d’une université. La condition de l’enseignement supérieur est que les gens travaillent et agissent ensemble dans un esprit d’ouverture, de réflexivité et de connexion, ce qui leur permet d’explorer les choses ensemble à la fois pour leur valeur intrinsèque et extrinsèque. En fait, l’*ubuntu* ne peut se limiter à pratiquer un enseignement supérieur uniquement à des fins intrinsèques, car cela reviendrait à nier la responsabilité de l’université vis-à-vis du public, de la société et du monde.

Troisièmement, une université *ubuntu* doit être tournée vers l’avenir et tenir compte des impératifs locaux et mondiaux. Cela a du sens de plaider en faveur d’une telle conception de l’université africaine, car une université inspirée par l’*ubuntu* reste en devenir. Une telle université ne doit pas se contenter d’étudier les préoccupations locales et sociales, mais doit également s’attaquer aux problèmes mondiaux dans le souci de la coexistence, de la reconnaissance de la pluralité des voix et de la co-dépendance avec tous les autres pour une coopération et une évolution pacifiques. Une université *ubuntu* comme celle-ci serait à même de contribuer à répondre aux préoccupations et aux dystopies mondiales.

Enfin, il serait peut-être sage de reformuler la maxime de l’*ubuntu* de « Je suis donc nous sommes » à « Je suis donc nous sommes et pouvons devenir ». Cela veut dire qu’une université *ubuntu* doit toujours être considérée comme une université en devenir, avec un ensemble de possibilités ouvertes plutôt que définitives. ■

Toute correspondance est à adresser à Yusef Waghid <yw@sun.ac.za>

> La nécessité d'utopies réelles

Michael Burawoy, Université de Californie à Berkeley (États-Unis)

Erik Olin Wright a été un pionnier de la reconstruction du marxisme. Son travail sur les positions de classe contradictoires – les relations intermédiaires entre les classes fondamentales de Marx – s'est transformé en un projet global, et a servi d'inspiration à l'analyse de classe à travers le monde. Jusqu'à ses derniers jours, Wright s'est attelé à la question des fondements logiques et des corrélats empiriques des classes. Parmi ses ouvrages les plus importants figurent *Classes* (1985), *Class Counts* (1997) ainsi que ses réflexions finales réunies dans *Understanding Class* (2015). La plupart des mortels se seraient contentés d'un seul de ces projets d'envergure, mais au début des années 90, Wright s'est lancé dans un autre projet d'ambition globale, celui des « utopies réelles ». C'était l'époque de l'effondrement du « socialisme réel » en Union soviétique et dans ses pays satellites, de la transition de la Chine vers le capitalisme d'État, et de la consolidation du néolibéralisme.

À la lumière de ces événements historiques, beaucoup donnèrent le marxisme pour mort. Wright, cependant, adopta le point de vue opposé. Le marxisme se retrouvant libéré de son association avec les Partis-États de l'Union soviétique et de la Chine, il y vit l'occasion de lui redonner vie, avec des visions fondées d'un avenir socialiste réel – des visions fondées sur des institutions existantes qui se développent dans les interstices du capitalisme, ou qui résultent de la dépendance du capitalisme à l'égard du travail. Il élaborait une architecture théorique détaillée pour les utopies réelles dans un ouvrage majeur, *Envisioning Real Utopias* (2010, traduit en français sous le titre *Utopies réelles* en 2017), avant de présenter plus tard ses idées sous forme d'un manifeste intitulé *How to be anticapitalist in the 21st Century* (2019), qui sera publié à titre posthume en 13 langues.

Mais Wright n'était pas seulement un théoricien des utopies réelles : il était aussi un praticien des utopies réelles, qui a voyagé à travers le monde à la recherche d'exemples de remise en cause du capitalisme où qu'ils apparaissent, conversant avec des activistes qui tentaient de concrétiser leurs promesses. Il était une source d'inspiration non seulement pour les universitaires, mais aussi pour un public beaucoup plus large luttant pour la justice sociale. En dialoguant avec les propres acteurs de ces utopies réelles, Wright a su déceler leurs principes sous-jacents, leurs

contradictions internes et les conditions de leur existence et de leur diffusion. Il organisait des colloques dans son propre département de l'Université du Wisconsin, mais aussi dans les coins les plus reculés du monde, pour discuter des possibilités et des limites des utopies réelles – colloques qui ont été réunis dans sa série de livres publiés par Verso.

Malgré tout le chemin qu'il a parcouru, Erik Wright nous a laissé la tâche inachevée de donner une unité aux utopies réelles en tant que projet anticapitaliste. Dans *Utopies réelles*, il énumère les facteurs destructeurs propres au capitalisme que les utopies réelles étaient appelées à faire disparaître, affirmant que c'est au sein de la société civile que ces utopies peuvent germer. Wright cherche à rétablir le social dans le socialisme. Dans *How to be anticapitalist in the 21st Century*, il fonde les utopies réelles sur les valeurs qu'elles adoptent – égalité, démocratie, justice sociale et solidarité – des valeurs qui ont été déployées pour légitimer le capitalisme mais qui ne peuvent être réalisées que partiellement dans le régime capitaliste. Il y a cependant une certaine ambiguïté sur le moteur des utopies réelles et sur le sens de leur caractère anticapitaliste. Dans ce court article, je suggère qu'une réponse à ces questions peut être trouvée dans *La Grande Transformation* (1944 ; 1983 pour l'édition française) de Karl Polanyi. Comme je l'expliquerai, les idées de Polanyi sont elles-mêmes limitées et requièrent d'y insuffler une dose de théorie marxienne sur la dynamique du capitalisme. La boucle est bouclée à partir du moment où l'on reconnaît que la théorie marxienne nécessite le passage de Wright des utopies imaginaires aux utopies réelles.

> En quête d'une unité pour les utopies réelles

L'architecture d'*Utopies réelles* de Wright allie élégance et simplicité : critique du capitalisme (diagnostic) ; alternatives au capitalisme (solutions) ; le problème de la transformation (traitement). Wright formule onze critiques du capitalisme. En résumé, le capitalisme perpétue des souffrances humaines évitables ; il constitue un frein aux conditions nécessaires à l'épanouissement humain ; il limite la liberté individuelle ; il viole les principes égalitaires ; il est inefficace sur des aspects essentiels ; il a une propension au consumérisme ; il détruit l'environnement ; il menace des valeurs amplement partagées ; il entretient le militarisme et l'impérialisme ; il pervertit les liens commu-

“Qui va former l’acteur collectif qui sauvera l’humanité du capitalisme ? C’est le problème que Marx, Polanyi et Wright nous ont chargé de résoudre”

nautaires et limite la démocratie. Il s’agit là d’un véritable réquisitoire ! Ces éléments sont étroitement liés les uns aux autres, mais ne fournissent pas de thème unificateur ou de critique centrale.

Si unité il y a, elle ne réside pas dans la critique du capitalisme, mais dans la solution, à savoir le renforcement de la position de la société civile vis-à-vis de l’économie et de l’État, en rétablissant le social dans le socialisme. Se débarrassant de l’idée d’utopies *imaginaires* qui avait marqué l’histoire du socialisme, Wright s’est attaché à découvrir des « utopies réelles » : des formations – institutions, organisations – de caractère anticapitaliste qui existent réellement et se développent dans les interstices du capitalisme ou en symbiose avec le développement du capitalisme.

Parmi ses utopies réelles préférées, citons le revenu de base, les coopératives, Wikipédia, le budget participatif, et l’économie sociale. Son projet était de travailler avec des acteurs de terrain, de formuler l’utopie réelle de manière abstraite, et d’examiner ses conditions d’existence et de diffusion ainsi que ses contradictions internes. Les utopies réelles étaient anticapitalistes dans la mesure où elles remettaient en cause un ou plusieurs des facteurs destructeurs du capitalisme. Wright a formulé un ensemble de stratégies de transition – symbiotiques, interstitielles, de sortie, et de rupture – mais il était plutôt peu disert quant aux agents de cette transformation. Et surtout, il n’a pas réussi à relier ces utopies réelles à une théorie de la dynamique du capitalisme, une théorie qui pourrait expliquer leur apparition ainsi que leur remise en cause du capitalisme en tant que tel. C’est là que je me tourne vers Karl Polanyi et Marx pour secourir le projet de Wright.

> De Wright à Polanyi

Polanyi, lui aussi, était épris d’utopies réelles – le communisme de Robert Owen, la croissance des coopératives et les embryons du socialisme des guildes. Toutes trouvaient leurs racines dans les mouvements sociaux anglais du XIX^e siècle, en opposition à la marchandisation non régulée du travail. Comme nous le verrons, les utopies réelles de Wright peuvent également être considérées comme des contre-mouvements à la marchandisation. Ce qui est moins clair, c’est leur relation avec le capitalisme.

Polanyi considérait le fascisme, le stalinisme et la social-démocratie comme des réactions des États à une ouverture au marché non régulée. Mais quel est le lien logique entre les affirmations périodiques du fondamentalisme du marché et le capitalisme ? Un élément inté-

ressant de réponse se trouve dans le fameux paradoxe de Polanyi – qui n’a pas su anticiper le troisième vaste mouvement de marchandisation qui a commencé dans les années 1970, qu’on appelle le néolibéralisme. Je l’appelle *la troisième vague de marchandisation*, car le propre compte rendu historique de Polanyi ne contient pas une mais deux vagues de marchandisation – l’une au XIX^e siècle, largement axée sur les réactions à la marchandisation du travail, et l’autre au XX^e siècle, portée par la marchandisation de l’argent (le capital financier). La première a conduit à une réaction des mouvements sociaux, la seconde à des réactions de l’État – certaines étant progressistes et d’autres pathologiques. Polanyi se méfiait particulièrement de la réaction fasciste.

Polanyi pensait que l’humanité n’oserait plus jamais faire l’expérience du fondamentalisme de marché. L’humanité ne s’exposerait jamais à la destructivité de marchés non régulés, créant ce qu’il appelait des « marchandises fictives » – le travail, l’argent et la nature – des marchandises dont la valeur d’usage est détruite lorsqu’elles font l’objet d’un échange non régulé. Il avait tort. Une nouvelle phase d’ouverture au marché a commencé dans les années 1970. Pourquoi ne l’a-t-il pas anticipée ? La réponse, je crois, est qu’il avait une notion idéaliste du fondamentalisme de marché – une utopie dangereuse surgie de la tête d’économistes libéraux malavisés.

L’idéalisme de Polanyi apparaît également dans son hostilité à l’analyse marxiste du capitalisme – concernant les lois du développement du capitalisme et la lutte des classes qui en résulte. Selon Polanyi, Marx a surestimé la possibilité d’une lutte des classes motivée par l’exploitation. Il y a en effet un paradoxe dans l’explication de Marx : comment peut-il y avoir lutte des classes lorsque l’exploitation n’est pas tangible mais mystifiée et que les travailleurs ont un intérêt matériel au développement maximal du capitalisme ?

Plutôt que de se débattre avec ces paradoxes marxistes, Polanyi estime que l’aliénation sous le capitalisme est mieux comprise à travers le prisme de la marchandisation plutôt qu’à travers celui de la production. Alors que pour Marx, la marchandisation sert à mystifier l’exploitation dans la production, pour Polanyi, le caractère destructeur de la marchandisation, en particulier des « marchandises fictives », crée la dépossession et la désaffection. Mais en rejetant la dynamique marxiste et en se concentrant sur la marchandisation aux dépens de l’exploitation, sur les marchés aux dépens de la production, Polanyi se retrouve sans théorie de la dynamique capitaliste, une théorie de (dés)accumulation. Il ne peut donc pas voir les origines de l’ouverture au marché

>>

dans l'expansion contradictoire du capitalisme lui-même. Et c'est là qu'il nous faut revenir à Marx.

> De Polanyi à Marx, de nouveau

La marchandisation n'est pas un facteur accessoire du capitalisme, créé par des économistes libéraux faillibles, mais plutôt la manière dont le capitalisme parvient à résoudre ses crises systémiques de surproduction et de rentabilité. La surproduction est compensée par la quête de nouveaux marchés, et c'est quelque chose qui ne se produit pas seulement aux débuts du capitalisme mais qui se poursuit tout au long du capitalisme, et pourrait-on ajouter, implique une bonne dose de violence. On peut considérer l'impérialisme comme l'extraction de matières premières rendue possible par une main d'œuvre bon marché dans les colonies, qui crée ainsi de nouveaux marchés de consommation. Autrement dit, c'est grâce à des vagues successives d'ouverture au marché – l'expansion de la marchandisation – que le capitalisme surmonte les crises qu'il génère. Cela étant, les mouvements qui s'opposent à la marchandisation *peuvent* constituer une remise en cause du capitalisme : l'anti-marchandisation peut être anticapitaliste. Ainsi, si nous faisons l'expérience du pouvoir *destructeur* du capitalisme sous l'effet de vagues récurrentes de marchandisation, *alors* la marchandisation pourrait être le terrain d'une stratégie anticapitaliste.

Marx nous offre une théorie de la dynamique du capitalisme, une théorie qui rend une marchandisation toujours plus poussée nécessaire à la survie du capitalisme. Mais Marx ne voit la résistance au capitalisme que comme émanant des luttes dans la production, il ne voit pas l'ouverture au marché elle-même, la marchandisation de tout, comme une source plus puissante de résistance collective. Si Marx nous offre une théorie matérialiste pour expliquer la nécessité de vagues de marchandisation sous le capitalisme, Polanyi nous apporte une théorie sur la résistance au capitalisme émanant de la marchandisation.

Armés des théories de Polanyi et de Marx, nous pouvons maintenant revenir à Wright. Nous pouvons considérer ses utopies réelles comme des projets anti-marchandisation. L'allocation d'un revenu de base remet en cause la marchandisation du travail, le budget participatif et les banques publiques remettent en cause la marchandisation du capital, Wikipédia s'oppose à la marchandisation du savoir, les coopératives rurales menacent la marchandisation de la terre ainsi que celle du travail. Je pense donc que l'anti-marchandisation est un cadre unificateur pour ses utopies réelles disparates. Elles en viennent à faire partie de ce que Polanyi appelait le contre-mouvement.

> La question du pouvoir d'agir

Marx a rendu un mauvais service au marxisme en refusant de donner au communisme un contenu institutionnel,

ce qui a permis à n'importe quel régime ou mouvement de se dire « communiste ». Wright offre un correctif important avec ses utopies réelles, mais ils leur manque une rubrique qui les unifie. La critique de la marchandisation formulée par Polanyi fournit cette unité, sans néanmoins saisir le lien entre la dynamique du capitalisme et les vagues successives de marchandisation. Même si Marx sous-estime le caractère destructeur de la marchandisation, il fournit le ciment final en liant l'accumulation à la marchandisation. Mais cette synthèse théorique soulève d'autres problèmes.

Premièrement, comme le souligne Polanyi, l'anti-marchandisation, ce qu'il appelle les contre-mouvements, peuvent finir par nourrir l'autoritarisme, le fascisme, sacrifiant ainsi le caractère démocratique des utopies de Wright. Dès lors, qu'est-ce qui peut garantir une solution démocratique plutôt qu'autoritaire à la marchandisation ?

Deuxièmement, Polanyi partait du principe que lorsque la marchandisation menaçait la société, celle-ci réagissait en retour. C'est quelque chose qui ne peut plus être tenu pour acquis. Autrement dit, il faut nous préoccuper non seulement de la forme que prend le contre-mouvement – autoritaire ou démocratique – mais aussi de sa faisabilité.

Troisièmement, lorsque l'anti-marchandisation devient une forme de *dé-marchandisation*, elle peut constituer une stratégie d'absorption efficace. Ainsi, la création d'un État-providence peut susciter le consentement au capitalisme, et non son dépassement. Dans quelles circonstances l'anti-marchandisation devient-elle anticapitaliste ?

Quatrièmement, l'ouverture au marché peut aller beaucoup plus loin que la marchandisation, elle peut expulser totalement du marché des marchandises fictives, des facteurs de production, c'est-à-dire produire des déchets, ce que j'appelle l'*ex-marchandisation*. La marchandisation peut conduire à la destruction du travail, de la terre, de l'argent, de la connaissance, de l'environnement. C'est particulièrement vrai pour la troisième vague de marchandisation de ces 50 dernières années.

Cinquièmement, le défi d'aujourd'hui est d'étendre les contre-mouvements à l'échelle mondiale. Les contre-mouvements continuent d'intervenir aux niveaux local et national, sans s'attaquer au cadre mondial de la marchandisation. Nous restons attachés à des réponses correspondant à la deuxième vague de marchandisation alors que nous sommes en plein dans la troisième vague de marchandisation.

Toutes ces questions tournent autour de l'épineuse question du pouvoir d'agir : qui va former l'acteur collectif qui sauvera l'humanité du capitalisme ? C'est le problème que Marx, Polanyi et Wright nous ont chargé de résoudre. ■

Toute correspondance est à adresser à Michael Burawoy <burawoy@berkeley.edu>

> Les défis et les possibilités de la sociologie turque

N. Beril Özer Tekin, Université Doğuş (Turquie), et membre du réseau de recherche de l'Association européenne de sociologie (ESA) sur la Sociologie de la santé et de la médecine (RN16)

La sociologie en Turquie a un caractère très dynamique et s'intéresse plus particulièrement à certains sujets de discussion spécifiques, tels que la société civile, la politique, les politiques publiques, les problèmes environnementaux, la vie quotidienne et la consommation. Outre les différences culturelles, les caractéristiques socio-économiques, la dynamique politique et les caractéristiques institutionnelles de la Turquie par rapport à d'autres pays, la pandémie a modifié la manière de faire de la sociologie. Avec la pandémie, les difficultés sociales et économiques rencontrées par différents secteurs de la société, et l'évolution des pratiques commerciales et des modes de vie ont apporté une perspective en lien avec la pandémie aux questions actuellement étudiées et permis de centrer davantage notre attention sur les inégalités.

Les articles réunis dans cette section permettent de mieux comprendre la réalité sociale et les pratiques de la sociologie en Turquie.

Dans son article « (In)égalités de genre et féminisme en Turquie », Aslı Telseren aborde le mouvement féministe turc d'hier et d'aujourd'hui. En plus d'une perspective historique, Telseren évoque les défis actuels et montre comment les processus liés à la pandémie ont creusé l'écart entre les sexes et augmenté la violence sexiste et les féminicides. Elle montre également que la pandémie a révélé l'importance du travail des femmes, qu'il soit rémunéré ou non.

Dans « L'impact du Covid sur la consommation des classes moyennes turques », Dicle Koylan traite des nouvelles modalités de travail pour les cols blancs entraînées par la pandémie. L'article se concentre sur les changements apportés par le télétravail en matière d'ambiance de travail et d'habitudes de travail, l'augmentation des

heures de travail attendues par les managers, la pression exercée sur les employés et le stress accru qui en découle, et les changements intervenus dans les habitudes de consommation.

Dans « La sociologie de l'environnementalisme en Turquie », Özkan Öztürk s'intéresse à l'évolution historique des réactions sociales aux problèmes environnementaux dans le pays. L'auteur suggère que la politique du gouvernement du Parti de la justice et du développement, le parti politique aujourd'hui dominant en Turquie, a aggravé les problèmes environnementaux, qui affectent désormais des segments plus larges de la population, comme on peut l'observer avec les projets énergétiques comme ceux de centrales hydroélectriques. Cela, conjugué à l'influence d'Internet, a permis au discours écologiste de trouver un écho auprès d'un public plus large.

Ilknur Hacisoftaoğlu analyse l'état actuel des inégalités de genre dans son article « Les femmes au cœur des affrontements idéologiques en Turquie », en attirant l'attention sur le genre et la construction du corps dans le domaine sportif. L'article montre également que si le corps des femmes continue d'être instrumentalisé dans les débats politiques, celles-ci poursuivent leur lutte pour décider de leur destin.

Dans « La pandémie et les "immigrants numériques" en Turquie », N. Beril Özer Tekin analyse la progression de l'âgisme pendant la pandémie et fait ressortir les possibilités offertes par l'internet et les technologies numériques intelligentes pour les personnes âgées, celles-là même que l'on désigne comme des « immigrants numériques ». Elle montre comment l'internet peut contribuer à réduire l'exclusion, l'isolement social et les inégalités en Turquie. J'espère que vous apprécierez cette section ! ■

Toute correspondance est à adresser à N. Beril Özer Tekin <btekin@dogus.edu.tr>

> (In)égalités de genre et féminisme en Turquie

Aslı Telseren, Université Doğuş (Turquie) et Laboratoire de changement social et politique – Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherches pour les Études Féministes (LCSP-CEDREF), Université Paris-Cité (France)



Une manifestation le 8 mars en Turquie. Avec la pandémie, il est devenu d'autant plus important de faire entendre la lutte féministe dans la rue.

En tant que construction sociale, le genre fait référence à une distinction culturelle, sociale, politique et économique entre les rôles sociaux, qui évolue dans le temps et l'espace. Construits par le biais d'institutions sociales en fonction des besoins socio-économiques, culturels et politiques des sociétés, les régimes de genre déterminent les inégalités et les hiérarchies de genre au sein des structures socio-économiques et politiques. Les inégalités ne sont donc ni naturelles ni biologiquement données et sont au contraire socialement construites.

En tant qu'un des droits humains fondamentaux, l'égalité de genre fait référence à l'égalité des chances d'accès aux ressources publiques, économiques, politiques et sociales et aux opportunités, indépendamment du genre. La sociologue Nilay Çabuk Kaya la définit comme la participation égale des femmes et des hommes à toutes les dimensions de la vie sociale¹. Dès lors, l'égalité de genre concerne tous les individus, qu'il s'agisse de femmes ou d'hommes cis-genres ou trans, d'adultes ou d'enfants, de travailleurs ou de chômeurs, etc. Elle va par conséquent au-delà d'une représentation égale dans la vie politique et est fortement liée au mouvement féministe et au mouvement LGBTIQ+. Compte tenu de la situation et de la structure sociale en Turquie, la réalisation de l'égalité de genre passe par l'éra-

dication de toutes les pratiques préjudiciables aux femmes et aux personnes LGBTIQ+, notamment les violences physiques, psychologiques, économiques et sexuelles, le féminicide, les écarts de salaire et les discriminations fondées sur le genre. Cet article abordera l'état de l'(in)égalité de genre en Turquie à la fin de l'année 2021.

> Une très brève histoire de l'(in)égalité de genre en Turquie

Les thèses et les débats sur l'(in)égalité de genre (principalement abordée en termes d'égalité des sexes) remontent à la période de modernisation de l'Empire ottoman et à la fondation de la République de Turquie. Comme l'expliquent Serpil Sancar et Ayça Bulut, les réformes républicaines des années 1920 et 1930 en Turquie érigeaient les femmes comme un symbole de la modernisation et les présentaient comme le visage moderne de la société turque². Ainsi, les politiques d'égalité entre les sexes ont été élaborées dans le cadre du processus de modernisation ou de transformation culturelle plutôt que comme un élément indispensable du développement économique et social. Bien que cette période ait donné la priorité à la famille en tant que structure, une série de lois sur l'égalité hommes-femmes ont été adoptées, dont notamment le droit de vote et le code civil. Mais malgré ces réformes, l'égalité de genre est loin d'être atteinte au niveau sociétal, et l'asymétrie entre les sexes continue d'exister.

Depuis la fin des années 1980, les organisations de femmes et le mouvement féministe ont acquis un rôle essentiel pour imposer l'égalité de genre. Leurs importants efforts politiques et leur participation croissante à la formation du paysage politique et social sont devenus de plus en plus visibles. Dans les années 1990, les femmes ont commencé à obtenir des avantages juridiques et sociaux grâce à l'action des féministes. La lutte féministe s'est poursuivie pour faire respecter les droits fondamentaux des femmes, tels que l'égalité d'accès aux ressources publiques, économiques et politiques, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et une meilleure représentation politique des femmes à l'Assemblée. À cette époque, les féministes ont commencé à remettre en question la

place des femmes dans la famille et la structure patriarcale existante. Elles se sont également intéressées à des questions telles que le sexisme, la domination masculine, les violences conjugales et les travaux domestiques non rémunérés. À cet égard, elles ont accordé une attention particulière à l'analyse du rôle du patriarcat et du système social, politique et économique patriarcal. Grâce à leurs efforts, le public a mieux pris conscience des problèmes liés à l'inégalité de genre et a été mieux informé des ressources et des mécanismes permettant de les résoudre.

> Les défis actuels

Les efforts réalisés par les féministes dans les années 80 et 90 ont permis au mouvement féministe de se renforcer sur le plan social et politique. Dans les années 2000 et par la suite, il semble que toutes les femmes, indépendamment de leur religion, de leur origine ethnique, de leur classe sociale, de leur orientation sexuelle et de leur âge, qui considèrent le patriarcat et la structure sociale patriarcale comme un problème, soient les protagonistes du mouvement féministe. Comme l'affirme Hill-Collins (1990), le genre, la classe et l'appartenance ethnique sont parmi les relations sociales les plus ambiguës et les plus politisées du monde moderne. Face au constat que la classe sociale, l'orientation sexuelle, l'âge, la religion, l'état de santé, les liens à la citoyenneté, etc. marquent la différence entre les expériences des femmes, les féministes continuent de remettre systématiquement en question le lien entre les relations de pouvoir interconnectées et les expériences sociales et politiques des femmes. Le caractère intersectionnel du mouvement féministe en Turquie explique sans doute la force du mouvement.

Si l'on examine le processus d'élaboration des politiques dans les années 2000, il apparaît que la politique d'égalité de genre était cohérente avec le processus d'adhésion à l'Union européenne qui avait débuté après le sommet d'Helsinki de 1999. Au cours de cette période, la Turquie a montré divers signes de progrès en matière de droits des femmes, avec notamment les modifications apportées au code pénal et au code civil turcs, et l'accueil de la Convention d'Istanbul. La Turquie est devenue le premier pays à signer la Convention d'Istanbul, la première convention européenne visant à garantir une région sans violence à l'égard des femmes et sans violence domestique, indépendamment de l'orientation sexuelle. Ce document a pu être considéré comme une garantie pour les personnes LGBTIQ+. Juste après avoir ratifié la Convention, la Turquie a adopté en 2012 sa propre loi correspondante n° 6284.

Mais avec la politique de déseuropéanisation engagée à partir de 2012, ces réformes se sont ralenties. Cette période coïncide avec le passage d'un discours égalitaire à un discours conservateur. Les politiques néolibérales de la période ont été accompagnées de toute une rhétorique

sur l'importance de la famille et le rôle des femmes dans la famille – un outil essentiel pour réaffirmer la structure sociale patriarcale. En 2021, la Turquie est devenue le premier pays à se retirer de la Convention d'Istanbul, et ce, sans même l'approbation du parlement turc.

Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, de nombreux défis subsistent, notamment la sous-représentation des femmes en politique et dans le monde du travail, le taux élevé de femmes sans emploi, la violence sexiste et les féminicides. En outre, la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur l'égalité de genre. Les données montrent que la pandémie a entraîné une augmentation de la violence contre les femmes. De nombreuses femmes ont dû rester dans des conditions dangereuses en raison des mesures de confinement, rendant difficile leur accès à divers services.

Dans des pays comme la Turquie, où les divisions traditionnelles et stéréotypées du travail sont courantes et où le travail de care incombe principalement aux femmes tandis que les hommes subviennent aux besoins du ménage, malgré les changements et les évolutions non négligeables qui se sont produits sur le terrain, l'épidémie de Covid-19 a creusé le fossé entre les sexes et fait porter aux femmes une charge disproportionnée. Même si des études récentes³ ont montré que les hommes ont également consacré plus de temps aux tâches ménagères pendant la pandémie, il ressort de ces mêmes études que la participation des hommes au travail domestique n'a pas réduit la charge des femmes. En fait, la pandémie a révélé l'importance du travail des femmes. Bien que la vie à l'extérieur des foyers se soit arrêtée, comme le souligne Melda Yaman⁴, les femmes ont continué à travailler, de manière rémunérée ou non, pour reproduire la force de travail et s'occuper des enfants et des personnes âgées à la maison. Elles ont été plus durement touchées par les répercussions économiques de la pandémie, car elles travaillent de manière disproportionnée sur des marchés du travail précaires. Tous ces facteurs rendent les femmes fragiles dans la sphère publique aussi bien que privée et constituent un obstacle important à la réalisation de l'égalité de genre. ■

Toute correspondance est à adresser à Aslı Telseren <telserena@dogus.edu.tr>

1. BBC News Türkçe, Toplumsal cinsiyet eşitliği nedir, Türkiye'de neden tartışma ya-ratıyor? <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-49679143> (Interview en turc. Accès daté du 17 mai 2022).

2. Sancar, S. et Bulut, A. (2006) *Turkey: Country Gender Profile, Final Report*, https://www.jica.go.jp/english/our_work/thematic_issues/gender/background/pdf/e06tur.pdf (Accès daté du 9 mai 2022).

3. Cf. İkkaracan, İ. et Memiş, E. (2021) "Transformations in the gender gaps in paid and unpaid work during the COVID-19 pandemic: findings from Turkey." *Feminist Economics*. 27 (1-2), 288-309, <https://doi.org/10.1080/13545701.2020.1849764>, et Hızroğlu-Aygün, A., Köksal, S. et Uysal, G. (2021) "Covid-19 pandemisinde toplumsal cinsiyet eşitsizliği: ev işlerini kim yaptı? Çocuklara kim baktı?". İstanbul Politikalar Merkezi. Sabancı Üniversitesi. <https://ipc.sabanciuniv.edu/Content/Images/CKeditorImages/20210401-19040880.pdf> (article en turc).

4. Yaman, M. (7 mars 2021) "Pandeminin içinden: kadınların yeniden üretim emeği." *Birgün*, <https://www.birgun.net/haber/pandeminin-icinden-kadinlari-yeni-den-uretim-emeqi-336621> (article en turc).

> L'impact du Covid sur la consommation des classes moyennes turques

Dicle Koylan, Université Doğuş (Turquie)



Crédit : Tran Mau Tri Tam, Creative Commons.

La pandémie de Covid-19 a transformé les sociétés, les institutions et la vie quotidienne de manière soudaine et très rapide. L'une après l'autre, les restrictions de la vie sociale imposées par les gouvernements du monde entier ont inscrit les notions de distance sociale et d'isolement social dans notre vie quotidienne. La vie a été réorganisée dans tous les domaines qui nous réunissent socialement, qu'il s'agisse de nos activités professionnelles ou de loisirs, ce qui a entraîné un changement des routines, des modes de vie et des habitudes de consommation.

Ce changement soudain a été observé en particulier chez les « cols blancs » de la classe moyenne qui, avant la pandémie, faisaient régulièrement la navette entre leur domicile et leur lieu de travail, se débattaient dans les embouteillages, tenaient des réunions en présentiel, travaillaient à heures fixes dans un bureau et se rendaient régulièrement dans des espaces publics. Il ne fait aucun doute que la pandémie de Covid-19 a affecté tous les segments de la société et leur vie quotidienne, mais le changement est beaucoup plus manifeste dans la vie des cols blancs qui sont passés au travail à domicile. Bien sûr, cette transformation du travail, rendue possible par les efforts de nu-

mérisation des grandes entreprises et organisations, était perçue comme un luxe pendant la pandémie. C'est une option qu'ont eue les cols blancs des classes moyennes et supérieures, à la différence des classes inférieures.

Les cols bleus et le personnel de santé ont été parmi les secteurs les plus vulnérables de la société turque pendant la pandémie de Covid-19. Beaucoup d'entre eux, tels que les chauffeurs-livreurs, les travailleurs de la filière viande, les caissières de supermarché et les ouvriers du bâtiment, sont des travailleurs peu qualifiés, avec des emplois mal payés et de mauvaises conditions de travail, et sont exposés à un risque élevé de contamination. Leurs conditions de travail ne sont généralement pas adaptées à la numérisation, au travail à domicile ou à la flexibilité ; la pandémie de Covid-19 n'a donc pas beaucoup changé leur vie professionnelle. En revanche, leurs routines sociales, leurs modes de vie et leurs habitudes de consommation, y compris les interactions humaines comme celles consistant à se réunir dans un café ou à assister à une fête de mariage, ont bien sûr été affectés par la pandémie. N'oublions pas que l'objectif principal d'une société capitaliste est la pérennité du travail, de sorte que la vie professionnelle des classes inférieures s'est poursuivie, autant que possible, comme avant.

> Les répercussions pour les cols blancs

Contrairement à la classe supérieure et à l'élite aisée, qui ont préservé leur train de vie luxueux pendant la pandémie, les classes populaires et les classes moyennes n'ont pratiquement connu que son impact négatif. Ici, je m'intéresse plus particulièrement à la classe moyenne, notamment à ses cols blancs, qui ont conservé leur emploi pendant la pandémie mais ont néanmoins, eux aussi, souffert de ses répercussions. Mais leurs souffrances ne sont guère reconnues, voire ignorées. Ils ont connu des difficultés au moment où leurs emplois ont été numérisés. Les changements intervenus dans leurs conditions de travail et les qualifications requises pour travailler dans ces conditions se sont fait ressentir sur l'ensemble de leur existence.

Les emplois de cols blancs nécessitent généralement de se rendre dans un bureau et de participer à des réunions en présentiel, c'est-à-dire des actions qui exigent une interaction humaine. La pandémie a cependant modifié ces conditions de manière très rapide. Les actions nécessitant une interaction humaine (en face-à-face) dans tous les domaines de la vie, y compris dans la vie professionnelle, ont été interdites ou limitées. Par conséquent, les cols blancs qui ont été soudain confinés chez eux et amenés à s'adapter au travail à domicile, ont dû se construire une nouvelle vie au quotidien, ce qui a entraîné un changement à grande échelle dans leurs habitudes de consommation.

Il n'est pas surprenant que, dans le contexte de l'isolement social provoqué par la pandémie, les gens soient restés largement confinés chez eux et aient eu tendance à moins consommer. Le confinement, les restrictions et les fermetures diminuent la visibilité de la personne dans la sphère publique. Il est devenu rare pour les gens de sortir pour un repas ou une réunion, d'assister à un mariage, de voir des amis ou de faire des achats dans un centre commercial. Cela signifie que le luxe et la consommation ostentatoire (c'est-à-dire le fait de dépenser de l'argent et d'acquérir des biens et services de luxe spécifiquement

pour afficher publiquement son pouvoir économique) ont diminué. En général, les gens n'achètent pas des vêtements coûteux, des chaussures à talons hauts, des parfums ou des cosmétiques luxueux à moins d'avoir des sorties prévues. S'ils ne sont pas vus par les autres dans un espace public, comme une rue commerçante ou un bureau, ils ont tendance à ne pas se livrer à une consommation ostentatoire. S'il n'y a pas d'occasion de s'afficher en public, il n'y aura guère de consommation ostentatoire.

Un autre constat concernant la transformation de la vie quotidienne et des habitudes de consommation concerne la distinction entre le lieu de travail et la maison. Avec la pandémie, le lieu de travail est devenu une pièce de la maison. Le temps de travail et le temps de loisir se rapprochent également plus que jamais – les frontières entre lieu de travail et heures de travail d'une part, et maison et loisirs d'autre part, sont brouillées. La maison est devenue un épiscentre, qui englobe complètement la vie. En raison de l'imbrication croissante de la vie professionnelle et de la vie privée, les relations familiales des cols blancs de la classe moyenne se sont détériorées. Le passage du travail dans un bureau au travail à domicile signifie que l'individu est censé être prêt à travailler à tout moment. Les cols blancs indiquent que depuis la pandémie, leurs supérieurs leur envoient des mails même de nuit, en espérant une réponse immédiate. Les attentes des responsables ont changé : ils veulent que tous les cols blancs soient prêts à tout moment pour n'importe quelle tâche, qu'il s'agisse d'une réunion, de l'élaboration de plans marketing, de la rédaction de courriels ou de la préparation de rapports. Ces horaires de travail mal définis finissent par poser des problèmes dans leur vie privée. Les travailleurs ne peuvent pas faire de projets avec leur famille ou leurs amis, ni même prévoir de regarder une émission en direct. Il en résulte un manque de motivation et une augmentation des taux de stress et de dépression.

La pandémie de Covid-19 a ainsi directement affecté et transformé la vie quotidienne et les habitudes de consommation des cols blancs de la classe moyenne à Istanbul. ■

Toute correspondance est à adresser à Dicle Koylan <dkoylan@dogus.edu.tr>

> La sociologie de l'environnementalisme en Turquie

Özkan Öztürk, Université de Karabük (Turquie)



L'environnementalisme peut combler le fossé entre l'activisme des défenseurs de l'environnement et la mobilisation de la société civile contre l'autoritarisme. Crédit : congerdesign/Pixabay, Creative Commons.

La trajectoire et les formes de l'environnementalisme en Turquie ont progressé en parallèle avec la transformation sociale du pays ainsi qu'avec sa vie politique. En s'intéressant à la transformation de l'environnementalisme, il est possible de retracer les luttes pour le développement de la société civile, les formes idéologiques du néolibéralisme et les divisions sociales créées par la différenciation des classes, en plus des débats politiques.

Bien qu'on puisse faire remonter l'histoire des réactions sociales aux problèmes environnementaux en Turquie à la fin des années 1970, l'émergence d'un mouvement organisé de défense de l'environnement n'a été possible qu'à la fin des années 80. Cette première période d'environnementalisme organisé a contribué à la fois à la suppression des barrières psychologiques à l'organisation sociale érigées par le coup d'État militaire de 1980, et à la formation de nouvelles bases politiques, en récupérant le langage contestataire des années 70 qui associait les problèmes environnementaux aux questions politiques et économiques. Le discours environnementaliste, qui mettait l'accent sur l'intégrité au-delà du discours politique de l'époque, a cherché à être représenté directement en politique par le Parti vert. Cette tentative a cependant été de courte durée car le mouvement de défense de l'environnement des débuts, malgré une vision innovante, n'a pas su se développer du fait que sa mise en œuvre par la classe moyenne est restée limitée et n'a pas gagné les masses.

Après cette tentative politique infructueuse, le discours environnemental a continué à être produit sous différentes formes par des organisations non gouvernementales de défense de l'environnement.

> Les années 90 : l'institutionnalisation de l'environnementalisme

Les années 90, durant lesquelles l'environnementalisme a été intégré par la société civile, ont également été des années où les valeurs écologistes ont été adoptées par les classes moyennes et où la défense de l'environnement est devenue visible dans la sphère publique. Au cours de cette période, les organisations de défense de l'environnement ne se sont plus limitées à porter des revendications politiques axées sur les questions environnementales. Parallèlement à l'évolution d'une société civile de plus en plus engagée contre l'autorité de l'État, l'environnementalisme a pris une place importante au sein de la société civile. Et ce, pour deux raisons principales. Premièrement, l'image apolitique de l'environnementalisme dans l'opinion publique a permis aux personnes dépolitisées à l'époque du coup d'État d'être à nouveau intégrées dans l'organisation sociale. Deuxièmement, le discours sur les risques potentiels du projet de nouvelle centrale nucléaire et sur la pollution produite par l'industrie et les centrales thermiques dans l'ensemble du pays ont mis en évidence la dimension nationale (et non seulement régionale) des problèmes environnementaux, et ont permis au discours environnementaliste de se diffuser plus vite. Par exemple, les mobilisations contre la mine d'or de Bergama, qui constituent le cas le plus connu de résistance environnementale de ces années, ont contribué à la diffusion du discours environnementaliste au sein de la classe moyenne. L'environnementalisme a depuis réussi à devenir un élément de lutte central porté par la classe moyenne – un phénomène qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

L'accent mis sur la société civile a permis la formation de diverses organisations environnementales et de différentes perspectives sur l'environnementalisme. Cette période, que l'on pourrait qualifier de période d'institutionnalisation, a permis aux organisations environnementales de développer des intérêts particuliers et de s'impliquer dans différents processus sociaux. Les organisations non gouvernementales de défense de l'environnement qui se centrent sur diverses

>>



Manifestation pour l'environnement en Turquie. Crédit : Özkan Öztürk.

questions particulières, comme par exemple les problèmes liés à l'agriculture, la protection de la vie naturelle ou la lutte contre l'érosion, ont favorisé la sensibilisation sociale et l'intérêt pour l'environnement par le biais d'activités éducatives en même temps qu'elles s'impliquaient dans leurs propres domaines. Une attention particulière a été accordée aux activités de sensibilisation : les activités d'éducation à l'environnement pour les enfants et les jeunes adultes s'inscrivaient en effet dans le cadre d'un effort pour constituer pour les années à venir un groupe social fortement sensibilisé.

Au cours de la même période, non seulement les organisations non gouvernementales de défense de l'environnement qui œuvrent au niveau institutionnel, mais aussi les mouvements environnementaux qui visent directement l'action politique, ont renforcé leur position. Les mouvements environnementaux, qui n'ont pas les ressources financières et donc les moyens de propagande dont dispose l'environnementalisme institutionnalisé, ont continué à mettre en avant la dimension politique des problèmes environnementaux, notamment en créant des groupes de travail conjoints et en organisant des manifestations locales pour dénoncer des problèmes locaux. Le dénominateur commun entre l'attitude de protestation politique des mouvements environnementaux et un environnementalisme institutionnalisé désireux de séparer l'environnementalisme de son contenu politique, était de chercher à attirer l'attention d'un public plus large sur les problèmes environnementaux.

> Les années 2000 : la professionnalisation de l'environnementalisme

Le processus d'institutionnalisation, qui a pris de l'ampleur dans les années 1990, a offert dans les années 2000 de nouvelles perspectives à l'environnementalisme. Les programmes des organisations environnementalistes comprenaient des objectifs plus détaillés que ceux des années 90, ainsi que l'identification des outils utilisés pour atteindre ces objectifs. Suite à ce processus, qu'on peut

qualifier de professionnalisation, les organisations environnementalistes ont clarifié leurs programmes politiques et économiques ainsi que les fondements intellectuels de leur position idéologique. Cependant, bon nombre des nouvelles organisations « environnementalistes » qui ont été créées dans l'ombre des grandes entreprises ont produit une propagande correspondant à un environnementalisme domestiqué compatible avec les pratiques économiques et politiques actuelles du capital. Cet intérêt pour l'environnementalisme ne s'est pas limité aux organisations établies sous le contrôle de grandes entreprises. En particulier au milieu des années 2000, lorsque le Parti de la justice et du développement (AKP) a consolidé son pouvoir politique, les conservateurs et les organisations religieuses qui cherchaient à étendre leur influence sur la société ont créé des organisations environnementales dotées d'un discours à la fois religieux et environnemental. La référence à un discours religieux semblait indiquer une réconciliation conjoncturelle plutôt qu'une résolution des problèmes environnementaux dans le souci de l'intérêt commun.

Les années 2000 ont également été celles où l'environnementalisme et l'intérêt de la société pour les problèmes environnementaux se sont répandus des classes moyennes aux classes populaires. Les technologies de la communication, comme l'internet, ont joué un rôle important dans la diffusion des discours environnementalistes auprès d'une base sociale plus large que jamais. Mais surtout, un groupe social plus large a été directement concerné par les problèmes environnementaux, étant donné que la politique environnementale d'un AKP de plus en plus autoritaire, loin de rechercher la réconciliation, contribue à sans cesse aggraver ces problèmes. De nombreux exemples, tels que les dommages causés par les centrales hydroélectriques construites sur les cours d'eau aux régions où elles sont construites et à des centaines de villages dans ces régions, ou le saccage de parcs nationaux par les travaux d'exploration minière, ont conduit les populations locales à faire l'expérience directe des problèmes environnementaux en même temps que de l'autoritarisme politique.

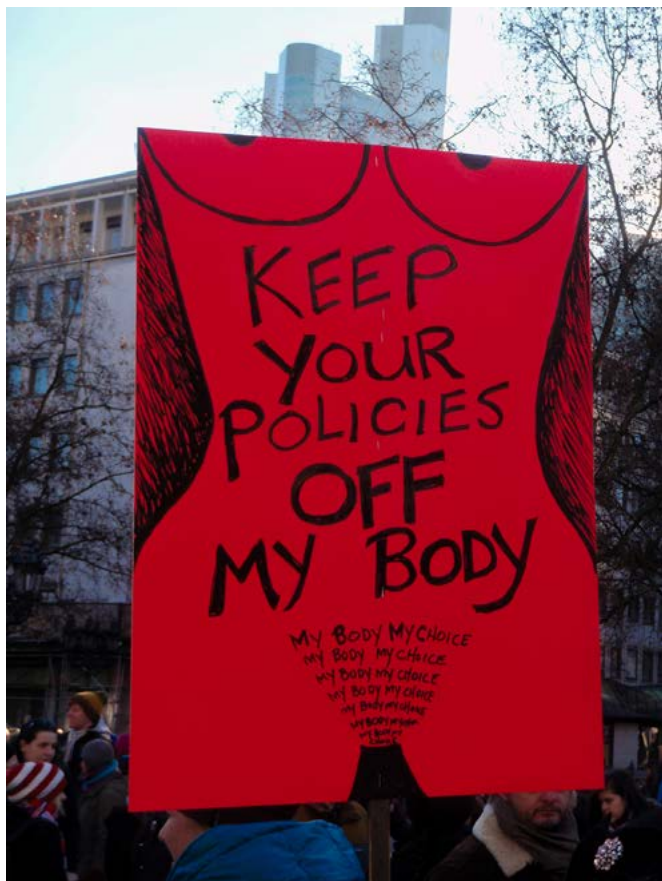
Le fait qu'un plus grand nombre de personnes soit aujourd'hui confronté aux problèmes environnementaux place les discours environnementalistes au premier plan, tant dans la société civile que dans la vie politique. En ce sens, l'environnementalisme a assumé un rôle dans la lutte contre la politique autoritaire du gouvernement ainsi que dans la lutte contre les problèmes environnementaux. Réduire ce rôle à sa dimension politique reviendrait à ignorer le chemin parcouru par l'environnementalisme au cours de sa récente histoire en Turquie. Outre la lutte politique directe, le développement d'initiatives civiques axées sur les valeurs démocratiques et le lancement d'activités de sensibilisation au travers de l'éducation environnementale ont également renforcé la dimension sociale de l'environnementalisme. ■

Toute correspondance est à adresser à Özkan Öztürk <ozkanozturk@karabuk.edu.tr>

> Les femmes

au cœur des affrontements idéologiques en Turquie

İlknur Hacısoftaoglu, Université Bilgi d'Istanbul (Turquie)



À la Marche des Femmes à Francfort en 2017, une affiche dénonce les politiques visant à contrôler le corps des femmes.
Crédit : Wikimedia Commons.

Le corps des femmes a été au centre de divers débats politiques tout au long de l'histoire de la Turquie, comme dans de nombreux autres pays. Dans cet article, j'essaierai de traiter de différents cas où le corps des femmes a constitué la toile de fond de différents conflits politiques.

Au début du XX^e siècle, dans la première période de construction de la République en Turquie, le régime a défini la « nouvelle femme » de la nouvelle République. Le statut social des femmes et leurs pratiques liées au corps (par exemple, le choix des vêtements ou la pratique du sport) pouvaient se résumer en une seule formule. C'est au travers de leur corps et de leurs pratiques que les femmes rempliraient leur devoir et leurs responsabilités envers la nation turque.

À cette époque, l'un des points centraux de la discussion sur les valeurs de la République nouvellement établie était le clivage entre civilisation et culture. Les intellectuels et les fondateurs du nouveau régime estimaient que la civilisation, qu'ils associaient à l'Occident, se mettrait en place par le biais de la modernisation. Cependant, la manière de préserver la culture propre du pays était également une préoccupation importante. Dans ce positionnement antagoniste, les femmes représentaient en même temps la différence et la similitude avec l'Occident. Les femmes d'avant la République, dont l'accès à l'espace public était régi par des règles strictes, ont été remplacées par les « nouvelles » femmes, qui avaient obtenu l'égalité avec les hommes devant la loi mais conservaient leurs rôles domestiques traditionnels.

Comme l'indique Çolak dans son article « La citoyenneté entre laïcité et islamisme en Turquie », chaque femme turque, en tant que nouvelle citoyenne, devait se conformer à une série de symboles, d'images et de rituels « idéalisés » et « civilisés » qui transparaissaient dans leur corps. Le sport était considéré comme l'espace où les nouvelles femmes devaient se manifester. Samiye Cahid Morkaya, première femme pilote automobile, ainsi que Halet Çambel et Suat Fetgeri, premières femmes d'un pays dominé par les musulmans à participer aux Jeux olympiques de Berlin en 1936, font partie des symboles de l'époque.

> Islamisme, laïcité et lutte autour du corps des femmes

La position des femmes dans la société n'était pas une question primordiale entre 1950 et 1980. Toutefois, la période qui a suivi le coup d'État militaire de 1980, au cours de laquelle le régime a été transformé en Turquie, a vu l'essor du mouvement des femmes. Comme l'a déclaré Nacide Berber, « le mouvement féministe indépendant qui a émergé était, selon les mots de Sevgi Çubukçu, un mouvement de « révolte » qui ne s'est pas contenté de lutter pour les droits légaux, mais s'est opposé à l'illusion que l'égalité des sexes créée par le kémalisme était réalisée, et s'est affirmé avec des revendications radicales et fondamentalistes. »

Un autre mouvement qui s'est développé après 1980 est le mouvement islamique. Ce mouvement s'est développé dans l'espace ouvert par le régime militaire et a accru son

>>

influence dans les années 90. Après les années 90, il est devenu un mouvement d'opposition reconnu avec une position figée sur le plan politique. Une fois de plus, avec la question du foulard, le corps des femmes s'est retrouvé au centre des conflits dans l'arène publique. Le foulard était un élément important de la rhétorique des islamistes, et les puissances hégémoniques de l'époque considéraient le foulard comme un symbole de l'islam, un modèle d'opposition à la laïcité. Ainsi, les femmes n'étaient pas autorisées à travailler voilées dans les institutions publiques, comme les écoles ou les ministères.

L'essor du mouvement féministe a également influencé le mouvement islamique. Sous l'influence à la fois d'un mouvement féministe en plein essor et des débats animés autour de la participation dans l'espace public des femmes portant le foulard, les femmes ont joué un rôle très actif dans le mouvement islamique, notamment au niveau de la politique locale. En 2002, l'AKP, un parti d'orientation islamique, est arrivé au pouvoir. La lutte des femmes pour porter le foulard dans l'espace public a été un élément essentiel de leur rhétorique. Leur discours consistait à défendre la liberté des femmes de porter le foulard, le message étant formulé en termes de droits des femmes à faire ce qu'elles veulent de leur corps. Dans les premiers temps de la République, la rhétorique portait essentiellement sur le clivage entre civilisation et culture, et dans le conflit actuel elle porte sur la laïcité et l'islam. Mais dans les deux cas, le corps des femmes est utilisé comme image représentative de ce clivage.

Avec la montée en puissance du mouvement islamique au cours des années suivantes, le débat autour du corps de la femme s'est étendu. Les femmes portant le foulard ne sont plus le seul sujet de débat concernant le corps féminin. Certains chefs de file islamiques ont appelé les femmes à rester dans le rang et à respecter, avec leur corps, les valeurs islamiques. Des droits considérés comme garantis par le mouvement des femmes ont été à nouveau sujets à controverse. L'un de ces acquis est la Convention d'Istanbul de 2011 qui vise à protéger les femmes contre toutes les formes de violence et à prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et les violences sexistes. Après des mois de campagnes menées par certains journaux apparemment pro-gouvernementaux, la Turquie, qui en 2012 n'avait pas hésité à signer la Convention, a déclaré qu'elle avait des réserves à son sujet et s'est retirée en 2021. En fait, les débats sur la Convention d'Istanbul ont reflété les tensions autour des droits des femmes en Turquie dans différentes sphères. Si l'homophobie était le thème le plus visible lors des débats, il était également évident que le discours politique, alimenté par les inquiétudes liées aux changements de la position traditionnelle des femmes, renvoyait les femmes libérées à leurs foyers.

> Les sportives comme symboles

Alors que l'onde de choc provoquée par le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul se poursuivait, les Jeux olympiques d'été de Tokyo ont commencé. Un nombre presque égal d'hommes et de femmes représentaient la Turquie aux Jeux olympiques. Bien qu'elle n'ait pas remporté de médaille, l'équipe féminine de volley-ball connue en Turquie sous le nom de *Filenin Sultanları* (« les sultanes du filet ») a fortement mobilisé l'attention. Le succès de l'équipe dans l'arène sportive internationale a en effet pris un sens différent à la suite d'un tweet posté sur les réseaux sociaux par l'un des maîtres à penser islamiques. Ce tweet¹ appelait les « filles de l'Islam » à ne pas se comporter comme les joueuses de volley-ball, telles que les décrit la culture populaire, mais à être des sultanes de la modestie et de la bienséance. Ces femmes sont devenues un symbole de la Turquie moderne pour les laïcs. L'équipe féminine de volley-ball a donc rapidement pris une signification symbolique cruciale et le corps féminin, une fois de plus, a été instrumentalisé et transformé en symbole dans le débat entre Islam et laïcité.

Alors que le débat se poursuivait, l'une des joueuses les plus performantes de l'équipe a posté une photo avec sa petite amie sur Instagram. Cette fois, alors que les attaques homophobes se multipliaient, ceux qui la défendaient avec un discours anti-discrimination et ceux qui la voyaient comme un symbole de corruption morale se sont opposés une fois de plus. Cependant, juste après les Jeux olympiques, il y avait le championnat d'Europe de volley-ball féminin, et l'équipe turque faisait partie des favorites. À la suite de ces événements, la Fédération turque de volley-ball, une institution affiliée au gouvernement, a fait une déclaration pour exprimer son soutien à la joueuse, affirmant que la vie privée d'une personne reste privée et qu'aucun autre sujet que les succès de l'athlète et sa contribution à l'équipe ne devraient être à l'ordre du jour. Peu après, l'athlète en question a rejoint une équipe en Italie. Comme dans d'autres débats autour de l'identité sexuelle des athlètes féminines et comme l'explique Pat Griffin dans son article intitulé « Changer les règles du jeu : homophobie, sexisme et lesbiennes dans le monde du sport », le pacte du silence a été rapidement institué et la question close.

À présent, comme le note également l'article d'Aslı Telseren dans ce numéro, alors que le corps des femmes continue d'être instrumentalisé dans les débats politiques, les femmes poursuivent leur combat pour construire leur propre destin. ■

Toute correspondance est à adresser à İlknur Hacisoğlu
<ilknur.hacisoğlu@bilgi.edu.tr>

1. (en turc) <https://twitter.com/ihsansenocak/status/1419296320267997187>

> La pandémie

et les “immigrants numériques” en Turquie

Beril Özer Tekin, Université Doğuş (Turquie), et membre du réseau de recherche de l'Association européenne de sociologie (ESA) sur la Sociologie de la santé et de la médecine (RN16)



L'expérience de ceux qu'on appelle les « immigrants numériques » avec les appareils numériques pendant la pandémie. Crédit : Oleg Volovik, Creative Commons.

La Turquie a été touchée par la pandémie de Covid-19 comme le reste du monde, avec de graves répercussions économiques et sociales pour divers secteurs de la société. En particulier, les personnes âgées (de 65 ans et plus), considérées comme un groupe à risque, ont été concernées par ce processus différemment des autres secteurs de la société. Au fur et à mesure que l'impact de la pandémie augmentait, « l'âgisme » a également progressé, en même temps que le climat de peur, comme l'a souligné Butler (1969). L'âgisme se définit comme une discrimination à l'encontre de personnes en raison de leur âge. Bien que ce terme présente des similitudes avec le racisme, la différence la plus importante est que chacun d'entre nous sera vieux ! L'article se concentre sur l'expérience des personnes âgées pendant les restrictions liées à la pandémie et, en particulier, sur leur expérience d'une dépendance accrue vis-à-vis de la numérisation.

Selon les données de 2019 des Nations unies, la population mondiale compte 703 millions de personnes âgées (65 ans et plus) ; les projections montrent que cette population sera multipliée par deux pour atteindre 1,5 milliard

d'ici 2050. La Turquie vieillit deux fois plus vite que les pays européens, sans que l'emploi et les services sociaux soient adaptés. Compte tenu du « grisonnement » de la population, il est nécessaire de réaliser davantage d'études sur le vieillissement, à la fois au niveau mondial et en Turquie.

> Les personnes âgées considérées comme des “immigrants numériques”

Le XXI^e siècle a été marqué par l'accélération de la numérisation, avec l'augmentation du nombre d'internautes et la mise en ligne de nombreux services publics. Mais tous les individus n'ont pas un accès égal aux technologies numériques. Outre les variables économiques et celles liées au niveau d'études, l'âge marque également un désavantage. L'expression *digital immigrants*, « immigrés numériques » (Prensky, 2001), souligne les difficultés rencontrées par les personnes âgées pour entrer dans l'arène numérique. L'expression fait référence à la génération qui est née avant la diffusion des technologies informatiques et qui a connu ces technologies à un âge tardif. Cette situation s'oppose à celle des *digital natives*, les « natifs numériques » – les jeunes enfants des immi-

grants numériques ou leurs petits-enfants qui sont nés en même temps que les nouvelles technologies. Avec l'aide des natifs numériques, les immigrants numériques sont devenus plus compétents pour utiliser ces technologies.

Les données de TURKSTAT (Institut statistique turc, 2020) montrent que l'utilisation des technologies de l'information par les personnes âgées de 65 à 74 ans en Turquie a augmenté entre 2015 et 2020. Le pourcentage d'utilisateurs âgés est passé de 6 à 27%. Le dispositif le plus fréquemment utilisé est le smartphone : selon les résultats de travaux de recherche récents (Binark *et al.*, 2020), 57% des femmes et 60% des hommes en Turquie utilisent ces dispositifs pour accéder à Internet.

Les personnes âgées ont été témoins de transformations majeures dans les médias et la communication, à commencer par les journaux et la radio, suivis par les téléphones mobiles, la télévision connectée et les écrans tactiles. Cette génération, qui avait auparavant l'habitude d'envoyer des lettres et d'attendre le téléphone, tente de s'adapter à cette nouvelle ère dans laquelle la circulation des informations, la communication et la vitesse de communication ont toutes augmenté. Grâce à la numérisation, les personnes âgées ont pu trouver un espace de liberté et de joie dans le contexte difficile des restrictions de la période de la pandémie. D'un autre côté, les plates-formes numériques ont aussi des côtés négatifs, comme la pollution informationnelle ou infopollution, la désinformation, la fraude, ou l'utilisation d'un langage inapproprié.

> L'utilisation du numérique par les personnes âgées pendant la pandémie

La participation des personnes âgées au phénomène de numérisation a augmenté pendant la pandémie. Des restrictions strictes leur ont été imposées, comme le couvre-feu (22 mars 2020) et l'interdiction d'utiliser les transports publics (novembre 2020). La restriction de l'utilisation des transports publics pour les personnes âgées leur a causé de nombreux problèmes dans leur vie quotidienne, en particulier pour les personnes âgées qui n'avaient pas les moyens de se payer un taxi ou une voiture privée. Leur fragilité psychologique et physiologique existante s'est accrue avec la pandémie. Celles qui avaient besoin de médicaments pour des problèmes de santé tels que l'hypertension artérielle, les maladies cardiaques, le diabète, les problèmes rénaux et les troubles circulatoires, n'ont pas pu se rendre chez le médecin pour un contrôle ou pour faire ajuster les doses prescrites.

Les personnes âgées sont malheureusement victimes de catégorisation, de stigmatisation et de discrimination au sein de la société. Outre les problèmes existants liés

à la santé ou aux problèmes psychologiques, le langage discriminatoire qui apparaît dans les médias fait que les personnes âgées se sentent isolées et exclues de la société. C'est auprès de leur famille et de leurs enfants qu'elles ont trouvé leur plus grand soutien social et psychologique durant ces temps difficiles ; les répercussions négatives risquent de se prolonger pendant des années sur cette génération de personnes âgées. Outre les restrictions appliquées par le gouvernement, les personnes âgées ont également été confrontées à des restrictions imposées par leurs enfants sur leurs pratiques quotidiennes, comme faire les courses, rendre visite à leurs voisins ou retrouver leurs amis. La pression et le contrôle se sont ajoutés à leur propre peur et à leur propre angoisse. Les personnes âgées ont cessé de voir leurs voisins ou leurs amis, et d'aller faire leurs courses. Leurs enfants se sont chargés de faire les courses pour elles, ou elles se sont mises à faire des achats en ligne. Cela les a amenées à utiliser plus souvent Internet à d'autres fins que les achats en ligne, comme pour les programmes de communication en ligne. Des applications telles que Facebook, Instagram, Twitter, YouTube et WhatsApp ont été parmi les applications préférées des personnes âgées pendant la pandémie.

Les personnes âgées ont développé des stratégies d'adaptation telles que l'activité physique, la marche, la navigation sur internet, le visionnage de films et les loisirs (lecture, couture, méditation, participation à des cours en ligne) en fonction des possibilités offertes pendant la pandémie. Ces activités les ont aidées à protéger leur santé psychologique et physique. Même si la plupart des personnes âgées n'avaient pas l'habitude de marcher auparavant, elles ont adopté et maintenu cette pratique pendant les restrictions.

Enfin, Internet et les nouvelles technologies de la communication ont constitué un important mécanisme tampon pendant la pandémie. Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle important en aidant les personnes âgées à faire face à leurs problèmes et en leur offrant des possibilités de socialisation et de divertissement. On a constaté que les personnes âgées utilisaient internet de manière assez efficace, en fonction de leur niveau d'études et de facteurs économiques et sociaux. Les nouvelles technologies sont également cruciales pour permettre un vieillissement actif, pour faciliter les tâches quotidiennes et pour vivre une vie saine et indépendante. Étant donné que les inégalités actuelles se sont creusées pendant la pandémie pour les groupes défavorisés tels que les personnes âgées, les femmes et les pauvres, il est important que ces groupes bénéficient d'abonnements à internet, d'aides économiques pour l'acquisition d'appareils intelligents et de formation par les institutions appropriées pour apprendre à bien les utiliser. ■

Toute correspondance est à adresser à Nazlı Beril Özer Tekin <btekin@dogus.edu.tr>

> Comment passer de l'hyper-mondialisation à une coopération durable ?

Hans-Jürgen Urban, IG Metall et Université Friedrich Schiller d'Iéna (Allemagne)

Les distorsions sociales et écologiques de « l'hypermondialisation » capitaliste (Dani Rodrik) ont fait l'objet de nombreuses recherches sociologiques à travers le monde, en particulier sur le mode de production capitaliste, qui génère des conditions de travail différentes d'un bout à l'autre de ses chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales. Ces chaînes sont généralement dominées par des sociétés transnationales qui ont leur siège dans les États du Nord capitaliste et leurs fournisseurs dans le Sud.

> Asymétries dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

La recherche à l'échelle mondiale a également mis en évidence des violations massives des normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et des droits humains fondamentaux au niveau des conditions de travail d'un bout à l'autre de ces chaînes mondiales. Tout au long de la chaîne, des équipementiers (*original equipment manufacturers*) dans le Nord capitaliste aux producteurs de biens intermédiaires (les fournisseurs) dans le Sud, on observe une tendance à la dégradation des conditions de travail et à l'augmentation des risques sanitaires. À cette disparité géographique s'ajoutent différents facteurs environnementaux à l'origine de dangers pour la santé.

Faute d'éliminer ce décalage flagrant entre la réalité du travail et les normes juridiques et éthiques applicables, la transition de l'hypermondialisation à une coopération durable ne peut aboutir. La structure asymétrique de la répartition des charges de travail et des possibilités en matière de santé constitue donc toujours la même base de départ pour la résistance des travailleurs et les initiatives syndicales en vue d'obtenir des améliorations. Cependant, le changement est difficile à réaliser car la répartition asymétrique des charges correspond à la répartition inégale des bénéfices et des coûts. Les avantages économiques de relations d'approvisionnement et de production non perturbées sont concentrés chez les propriétaires des équipementiers dans les pays du Nord capitaliste, profitant

ainsi aux détenteurs du pouvoir et des privilèges à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, il n'a été possible que dans quelques cas de créer des structures de pouvoir syndicales au sein des chaînes d'approvisionnement ou de persuader les gouvernements des États métropolitains d'introduire des réglementations sociales et écologiques effectives.

> La mondialisation capitaliste a-t-elle atteint un seuil critique ?

Toutefois, la crise financière mondiale de 2008 ainsi que la pandémie mondiale de Covid-19 ont rendu la face sombre de l'hypermondialisation capitaliste perceptible même pour les profiteurs de cette constellation. La renaissance d'un « protectionnisme sauvage » non coordonné a bouleversé les chaînes d'approvisionnement mondiales et les processus de création de valeur. Les marchés commerciaux ont été brusquement fermés et le manque de produits de base a entraîné des interruptions de la production. Même si, dans certains cas, il a été possible de trouver de nouveaux fournisseurs et d'ouvrir d'autres régions pour le commerce, la hausse des coûts d'approvisionnement et les coûts supplémentaires de développement des marchés ont continué à peser sur les bénéfices.

On note également une deuxième tendance. Dans les métropoles capitalistes, la segmentation et la précarisation du travail rémunéré salarié ont donné naissance à des zones de travailleurs défavorisés. Il s'agit de travailleurs salariés ou de travailleurs non salariés dépendants, désavantagés à différents degrés en matière de travail, de santé et de charges environnementales. En Allemagne, cette tendance a été mise en évidence pendant la pandémie de coronavirus par les conditions de travail scandaleuses des travailleurs du Sud et de l'Est de l'Europe dans l'industrie de la viande. Dans ce secteur, même les mesures légales minimales d'hygiène et de protection contre les infections adoptées par les législateurs allemands, notamment sous la pression des syndicats allemands, n'étaient pas appliquées. La couverture médiatique de ces conditions de travail inhumaines et contraires à la loi a exercé une pression considérable sur les entreprises et les acteurs politiques concernés.

>>

“Jusqu’à présent, il n’a été possible que dans quelques cas de créer des structures de pouvoir syndicales au sein des chaînes d’approvisionnement ou de persuader les gouvernements des États métropolitains d’introduire des réglementations sociales et écologiques effectives”

Une troisième tendance est constituée par les interventions au plan législatif en Europe, qui imposent de nouvelles obligations de diligence raisonnable aux sociétés qui y ont leur siège. Ces nouvelles dispositions pourraient ouvrir la possibilité d’effets positifs sur les conditions de travail des fournisseurs du Sud. En Allemagne, par exemple, une loi sur le devoir de vigilance des entreprises dans les chaînes d’approvisionnement (*Lieferkettensorgfaltspflicht-Gesetz*) a été adoptée sous la pression d’une alliance sociale. Et en 2021, le Parlement européen a approuvé le projet de directive sur le devoir de diligence et la responsabilité des entreprises. Même si l’efficacité de ces règles n’est nullement acquise, elles peuvent constituer des points de départ pour les initiatives des entreprises et des syndicats.

La vulnérabilité des chaînes d’approvisionnement mondiales, qui s’est à nouveau manifestée lors de la pandémie, a suscité un débat sur les risques et la rationalité d’une mondialisation poussée à l’extrême. L’économiste allemand Sebastian Dullien, par exemple, a soulevé la question de savoir si la mondialisation de l’économie de production n’avait pas dépassé son point optimal et si l’utilité marginale d’une poursuite de la mondialisation ne pouvait plus compenser les risques. Au vu des dommages et des souffrances considérables que la crise des marchés financiers et la pandémie de coronavirus ont causés, en particulier dans les pays du Sud, les syndicats ainsi que d’autres acteurs se doivent d’identifier une autre voie possible que celle de la mondialisation. Les coûts d’une mondialisation de plus en plus fragile, la sensibilité accrue à la surexploitation des travailleurs migrants et les initiatives visant à renforcer la diligence raisonnable des sociétés transnationales créent de nouvelles conditions pour les activités visant à réglementer au niveau social et écologique l’économie mondiale.

> Les axes de recherche d’une sociologie publique mondiale

Quelle signification en ressort pour le dialogue sociologique mondial ? Comment les sciences sociales critiques peuvent-elles contribuer à l’amélioration des conditions de travail dans cette constellation historique ? Tout d’abord, les chercheurs des pays où se trouvent les chaînes de valeur mondiales devraient se mettre d’accord sur une compréhension sociologique d’eux-mêmes et sur des lignes de recherche communes. L’idée de Michael Burawoy d’une *sociologie publique mondiale*, qui a déjà produit des résultats de recherche impressionnants, serait un bon point de départ. Du point de vue de la sociologie du travail, un axe de recherche orienté vers l’écologie du travail

serait utile. Il est nécessaire d’approfondir l’étude des intérêts, des stratégies et des obstacles à la mise en œuvre de réglementations socio-écologiques et de normes minimales d’un bout à l’autre des chaînes de valeur mondiales.

L’interconnexion des problèmes économiques, écologiques et juridiques nécessite également des travaux de recherche dans lesquels les approches de l’économie politique, de la socio-économie et des droits de l’homme sont étroitement liées. Les aspects de la reproduction durable du travail, des sociétés et de la nature doivent être regroupés dans des questions de recherche communes. Les recherches menées sous le label de *l’environnementalisme de la classe ouvrière* ou les *études sur les travailleurs et l’environnement* (*environmental labor studies*) pourraient ici fournir des points de départ.

Un axe de recherche orienté vers une sociologie des organisations serait également nécessaire. Jusqu’à présent, les tentatives de joindre les ressources des syndicats nationaux en formant des organisations fédératrices transnationales n’ont pas été satisfaisantes. Les efforts pour mettre en place des structures de pouvoir syndicales d’un bout à l’autre des chaînes de valeur mondiales se heurtent également à des obstacles majeurs, tels que l’insuffisance des ressources financières et humaines, notamment parmi les syndicats du Sud et les groupes d’intérêt basés dans les entreprises, et les clivages culturels alimentés par les traditions nationales et syndicales. La recherche doit examiner si l’expérience d’être conjointement affecté par les conséquences de l’hyper-mondialisation peut également favoriser le développement de stratégies communes.

> Perspectives

La recherche sociologique a montré que la transition de l’hypermondialisation à un régime de coopération durable est bloquée non tant par un manque de connaissances que par des problématiques d’intérêt et de pouvoir. Ces dernières ne peuvent être éliminées par les seuls efforts de recherche. Mais le scepticisme croissant à l’égard de la rationalité de la production et des liens à valeur ajoutée dans le capitalisme mondial représente peut-être une chance. Si la sociologie mondiale accompagne cette nouvelle prise de conscience d’une recherche critique, de nouveaux champs de coopération et de nouvelles opportunités pour une sociologie publique mondiale pourraient voir le jour. ■

Toute correspondance est à adresser à Hans-Jürgen Urban
<Hans-Juergen.Urban@igmetall.de>

> La nature reprend ses droits :

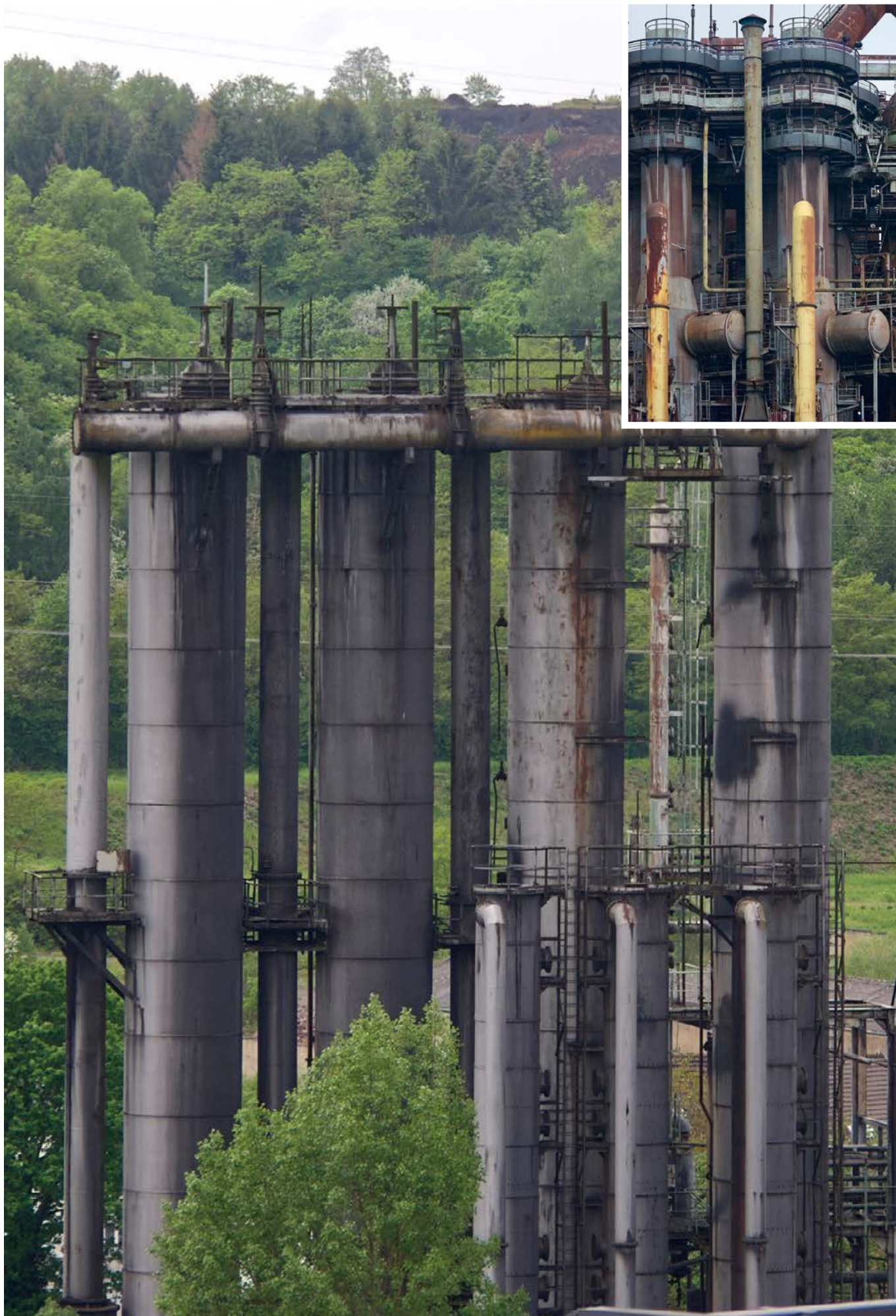
L'usine sidérurgique de Völklinger, patrimoine de l'UNESCO

La Völklinger Hütte <https://voelklinger-huette.org/fr/> est la seule usine sidérurgique entièrement intacte de l'ère industrielle et est aujourd'hui classée patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site permet de connaître cet ancien lieu de production ainsi que la façon dont la nature reprend ses droits.

Photos de Max Aulenbacher, publiées dans *Dialogue Global* avec l'aimable autorisation du Département de la communication, des médias et de la presse du site de l'usine sidérurgique de Völklinger, patrimoine mondial de l'UNESCO. ■

Toute correspondance est à adresser à Max Aulenbacher <max.aulenbacher@t-online.de>







> Pourquoi regarder vers le haut ?

Polanyi et le « populisme » de droite

Sang Hun Lim, Université Kyung Hee (Corée du Sud)



Crédit : Ivan Radic/flickr.

Le récent essor des politiques de la droite radicale est souvent interprété comme un mouvement populiste de protection sociale des laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale. Certains analystes critiquent les responsables politiques et intellectuels progressistes qui ont accepté l'économie de marché au nom de la « troisième voie » et qui ont privilégié les questions identitaires, telles que le genre et l'appartenance ethnique, au détriment des inégalités sociales et économiques de classe. Comme solution, ils proposent de promouvoir un « populisme de gauche » comme moyen d'éloigner les classes moyennes inférieures et les classes populaires du discours de la droite radicale et ainsi les ramener vers un populisme progressiste plus ouvert et égalitaire.

L'objet de mon article « [Look Up Rather Than Down](#) » (publié en ligne en 2021 dans *Current Sociology*) est de remettre en question cette idée selon laquelle le « peuple » égaré serait responsable de la montée de la droite. L'identification des politiques de droite radicale avec le populisme ne permet pas d'expliquer le fait que de nombreuses « élites » des classes supérieures et moyennes soutiennent également les partis et les politiques de la droite radicale, et que la plupart des partis de la droite radicale adhèrent à une éthique de travail néolibérale, rendant responsables

les bénéficiaires de l'aide sociale, et ce, quelle que soit leur nationalité. Les écrits de Karl Polanyi (1886-1964) sur le fascisme pendant l'entre-deux-guerres sont éclairants pour comprendre la problématique des politiques de la droite radicale. Comme on le sait, Polanyi était un critique de l'économie de marché capitaliste moderne. Il explique le développement (et, selon lui, l'effondrement) de la civilisation capitaliste moderne à travers son idée du « double mouvement » – en référence aux conflits entre la progression du marché autorégulateur et les contre-mouvements pour la protection sociale. Dès lors, les chercheurs polanyiens interprètent souvent le jeu politique de la droite radicale comme une sorte de mouvement de protection sociale des masses contre les méfaits du capitalisme. Polanyi lui-même considérait pourtant le fascisme comme un mouvement extrême des élites capitalistes visant à protéger l'économie de marché autorégulatrice.

> Karl Polanyi sur le « double mouvement » et le fascisme

Polanyi expliquait que les économistes libéraux et les capitalistes ont tenté de mettre l'économie à l'abri de l'intervention des « masses ». Le marché autorégulateur empiète sur les fondements de la vie humaine et sociale des gens

>>

au moyen de la marchandisation du travail, de la terre et de l'argent. Ceux qui sont privés de leurs moyens de subsistance et de leurs relations sociales à cause de cette « marchandisation fictive » pourraient bien vouloir se protéger de cet empiètement du marché autorégulateur. Pour ceux qui souhaitent protéger le marché autorégulateur, l'action des masses sur l'économie pour se protéger fausse le fonctionnement « naturel » du marché, ce qui entraîne une faible productivité et, à terme, une apocalypse malthusienne.

Historiquement, les capitalistes ont trouvé un compromis entre la protection du libre marché et le jeu politique démocratique. Toutefois, en cas de forte récession économique, la pression des forces démocratiques s'accroît et mène, à terme, à une impasse entre les deux parties. C'est ce qui s'est passé pendant la Grande Dépression des années 30. Le fascisme est alors apparu comme une « solution facile », sauvant l'économie de marché capitaliste en détruisant la démocratie et en faisant passer le capitalisme d'un système individualiste à un système corporatiste qui contraint les gens à contribuer de manière productive au « bien commun ». Polanyi nous rappelle qu'aucun des dirigeants fascistes de l'entre-deux-guerres, même Hitler, n'a obtenu le pouvoir politique sans le soutien des élites politiques et économiques.

Bien sûr, le fascisme des années 30 se distingue de la situation politique actuelle. Une différence souvent relevée est que les représentants politiques de la droite radicale actuelle soutiennent souvent ouvertement les institutions démocratiques. Toutefois, il convient de noter que les politiques de droite radicale dans les nouvelles démocraties font souvent dégénérer leur démocratie en « démocratie illibérale », voire en « dictature électorale ». En outre, les troubles politiques qui ont suivi la récente élection présidentielle aux États-Unis montrent que même une institution démocratique aussi fondamentale que les élections, peut être remise en question dans une démocratie apparemment stable.

> Du fascisme analysé par Polanyi à la politique actuelle de la droite

Comme le suggère le titre de mon article, Polanyi nous invite à « regarder vers le haut » plutôt que vers le bas lorsque nous cherchons à établir un diagnostic au sujet du renforcement de la droite radicale. Pour empêcher la victoire de la politique de droite radicale, il nous faut diviser les classes supérieures et moyennes, au moins autant qu'unir les classes inférieures et moyennes inférieures. Ce faisant, nous pourrions empêcher la concentration des ressources et de l'information dont les élites capitalistes peuvent tirer parti pour faire échouer les politiques de protection sociale promues par les gouvernements progressistes, qui, dans l'entre-deux-guerres, ont aggravé le conflit entre démocratie et capitalisme, préparant le terrain pour une solution fasciste.

Comment diviser les élites des classes supérieures et moyennes ? D'une certaine façon, la nouvelle donne sur les politiques identitaires a brouillé le lien entre la classe sociale et les idéologies des partis. Cette nouvelle donne divise les membres des classes supérieures et moyennes, attirant nombre d'entre eux vers le camp progressiste. Bien sûr, comme l'a exprimé de manière critique Nancy Fraser avec l'expression « néolibéraux progressistes », le risque est d'ignorer les conflits de classe et les inégalités économiques. Cependant, il ne faut pas négliger le fait que les questions de politique identitaire ont contribué à ce que de nombreux membres des classes supérieures et moyennes s'alignent sur les partis progressistes.

On peut trouver dans les politiques sociales universalistes une autre façon de diviser les élites. Thomas Piketty a montré de façon remarquable que les inégalités de patrimoine dépassent les inégalités des revenus. De nombreux jeunes cadres et assimilés qui ont des revenus élevés mais peu d'actifs peuvent vouloir être assurés contre des pertes de revenus futures ainsi que contre l'éventuelle diminution de la valeur de leur professionnalisme du fait des transformations technologiques et industrielles. Les partis progressistes pourraient promouvoir des politiques de protection sociale universelles, qui profiteraient non seulement aux classes inférieures mais aussi aux cadres et assimilés des classes moyennes supérieures. En particulier, un régime d'assurance sociale lié aux revenus, conjugué à un système de redistribution forfaitaire égalitaire, est susceptible de séduire ces cadres et assimilés à hauts revenus et à faibles actifs.

> Conclusion

Interpréter la politique de droite comme un mouvement de protection sociale « populiste » nous amène à « regarder vers le bas », et donc à rejeter la responsabilité de cette politique sur les victimes de la mondialisation néolibérale. Le diagnostic de Polanyi sur le fascisme nous pousse au contraire à « regarder vers le haut », vers les élites capitalistes, et notamment vers leurs ressources et leurs informations, sans lesquelles les dirigeants politiques de la droite radicale pourraient difficilement s'emparer du pouvoir politique. Polanyi nous rappelle que, malgré toute leur rhétorique populiste, les représentants politiques de la droite radicale ont soutenu l'économie de marché. Si nous acceptons le diagnostic de Polanyi sur le renforcement politique du fascisme comme tentative des élites pour protéger le marché autorégulateur, nous devrions nous demander comment diviser les élites capitalistes autant que comment promouvoir l'unité entre les classes inférieures. ■

Toute correspondance est à adresser à Lim Sang Hun <limsanghun@khu.ac.kr>

> Ce que nous apprennent les histoires des auteurs d'homicides

Martín Hernán Di Marco, Université d'Oslo (Norvège) et membre du comité de recherche de l'ISA « Biographie et société » (RC38)



La prison de San Martín (à gauche), et la prison fédérale de Devoto (à droite), à Buenos Aires. Crédit : Martín Hernán Di Marco.

De nombreuses disciplines se sont intéressées aux homicides, des sciences sociales au droit en passant par la psychologie, la littérature ou le cinéma. Ce que Oriana Binik qualifie de « fascination pour la violence » est illustrée par toute une série de théories scientifiques et autres, qui s'interrogent sur la façon dont nous abordons ce sujet. Cependant, la diabolisation, la mythologisation, la médicalisation ou le fait de partir du principe que les actions des auteurs d'homicides sont irrationnelles ont nui à la possibilité de comprendre pleinement les phénomènes sociaux sous-jacents.

Un des grands paradoxes à ce sujet est que les histoires et les biographies des auteurs d'homicides sont rarement étudiées, en tenant compte de leurs propres termes et de leurs propres logiques. Des recherches universitaires approfondies ont permis d'élargir nos connaissances sur les caractéristiques des morts violentes aux niveaux micro, méso et macro. Si cet axe d'analyse a permis, à juste titre, de mieux cerner des tendances statistiques et des variables clés (telles que l'âge, le sexe et le statut socio-économique), il n'a pas permis une analyse approfondie des processus narratifs.

> La vision du monde des auteurs d'homicides : Plaidoyer pour une compréhension fondée sur des données empiriques

David Riches, un pionnier dans le domaine de l'anthropologie de la violence, a déclaré qu'une caractéristique essentielle de ce domaine est que la « violence » est un terme employé par les témoins et les victimes, mais que

l'explication subjective ceux qui l'exercent fait généralement défaut. Étant donné qu'une plus grande attention a été accordée aux données quantitatives, les manières spécifiques dont les agresseurs rationalisent et vivent la violence sont moins connues.

Que peut nous apprendre le point de vue des délinquants ? Comment leurs histoires et leurs vies contribuent-elles à la compréhension des homicides entre hommes ? À partir de la criminologie narrative, l'objectif de ma recherche doctorale a été de comprendre les récits faits par les agresseurs et d'analyser la place que ces événements occupent dans leur histoire. Cette approche, par sa conception, évite une analyse essentialiste et tente de mettre en évidence que les significations attachées aux pratiques violentes sont historiquement et culturellement définies au sein de chaque groupe social.

> Une approche narrative et biographique

Les données de cette étude proviennent d'un échantillon de 72 entretiens narratifs avec des hommes auteurs d'homicides dans la métropole de Buenos Aires, en Argentine. Pour répondre aux critères d'échantillonnage, les participants étaient ceux accusés d'homicide intentionnel entre hommes dans le contexte de querelles et de disputes interpersonnelles. Les entretiens ont suivi les propos et les périodes de temps que les hommes ont choisi d'explorer. Le processus de mise entre parenthèses, qui consiste à mettre de côté les expériences et les croyances personnelles, a été essentiel à l'analyse. Le travail sur le terrain a été effectué dans des prisons

>>

fédérales et provinciales, ainsi qu'au domicile d'hommes ayant purgé leur peine.

Chaque participant a reçu les transcriptions des entretiens réalisés avec lui, et un court récit de vie reconstruit a été rédigé en collaboration avec lui. Un processus de codage ouvert et axial a été suivi. Cet article se concentre sur deux domaines : les tournants biographiques (moments identifiés comme un carrefour) et les rationalités (explications des participants donnant un sens aux événements).

> **Morts violentes : sens et histoires**

Étudier la façon dont les agresseurs donnaient un sens à l'homicide s'est avéré être une entreprise intéressante et fructueuse. Trois points principaux ressortent sur la manière dont ces hommes ont présenté et expliqué la violence et la mort violente.

Tout d'abord, la violence physique a été évoquée et présentée de manières diverses et changeantes. La violence a été décrite comme spontanée, naturelle, comme le résultat logique d'un état émotionnel ou d'une dynamique situationnelle ; elle a été considérée comme un dispositif nécessaire, une forme de punition et une pratique pour restaurer l'honneur, la virilité et le statut ; elle a également été une action involontaire ou un événement malheureux imposé par les circonstances sociales. La violence, en tant que pratique et ressource, est une action polyvalente. Afin de la neutraliser et de la rationaliser, ces hommes ont eu tendance à minimiser leur intervention, à écarter les sentiments de remords et à s'aligner sur certains scénarios dominants (« Je n'avais pas le choix », « Il l'avait bien cherché », « Je ne me contrôlais plus », « C'est comme ça que j'ai été élevé, ce n'est pas de mon ressort »). La violence, par conséquent, n'était jamais dépourvue de sens, et apparaissait en fin de compte comme une ressource légitime utilisée par ceux qui l'exerçaient.

Deuxièmement, contrairement à mon hypothèse initiale et aux théories hégémoniques dans le domaine de la santé mentale, qui médicalisent l'action violente en affirmant sa nature « traumatique », l'homicide n'a pas été présenté majoritairement comme un tournant décisif. L'abandon de leurs parents, la perte d'un emploi dans un contexte de crise économique, les ruptures amoureuses, le fait de gagner ou de perdre des amis et, surtout, d'avoir fait de la prison, représentaient des transitions importantes dans leur histoire de vie. Ces événements ont changé leur

« moi » et la façon dont ils se percevaient et percevaient les autres. Mais l'homicide lui-même était rarement présenté comme le moment charnière.

Le fait que l'emprisonnement, plus que le meurtre, soit décrit comme l'événement majeur est lié à ce que cette institution représente pour eux. Cet événement était présenté comme le moment de leur vie où ils ont touché le fond, une occasion de changer et de redéfinir leur parcours de vie, la rédemption de leur moi antérieur, ou même un événement déterminé par la société.

Troisièmement, la prison, l'homicide et les épreuves traversées dans leur vie antérieure étaient principalement présentés comme des « expériences instructives ». Les discours dominants employés par les personnes interrogées avaient tendance à évaluer positivement les expériences négatives. La prison, les bagarres, la perte de contact avec les parents et les amis ont été décodés comme des moments de maturité, d'évolution personnelle, de transformation subjective ou de renforcement. Une mort violente peut inaugurer un nouveau « moi ». Cette rationalité est profondément liée à la masculinité hégémonique, mais aussi aux discours circulant en prison (c'est-à-dire les dispositifs de la psychologie, du coaching, de la religion, de la réhabilitation et du travail social), qui définissent les récits.

> **Remarques finales**

Comme les interactionnistes sociaux l'ont souligné au fil des décennies, il est nécessaire de sauvegarder la perspective des acteurs sociaux pour comprendre la réalité sociale et éviter de la resituer dans des catégories scientifiques préétablies. S'il existe une pléthore de théories savantes sur l'homicide – faisant référence à l'impact « traumatique » quasi universel de la mort dans la vie de l'agresseur – seules des études empiriques sur la création de sens peuvent contribuer à une compréhension globale du phénomène. Dans les milieux universitaires et pour le sens commun, le meurtre est associé à un moment existentiel et à un acte irrationnel, dérangé ou immoral. Cette recherche démontre le contraire.

Revoir les données, les théories, les cadres et les dispositifs institutionnels existants qui attribuent certaines significations à la violence sans avoir de bases empiriques pour les justifier constitue une voie d'investigation prometteuse, encore largement inexplorée. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Martín Hernán Di Marco <mh.dimarco@gmail.com>

> Le travail des livreurs des plateformes numériques au Brésil

Bruna da Penha et **Ana Beatriz Bueno**, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil)



Des livreurs au Brésil au début de la pandémie de Covid-19. Crédit : Marcelo Renda/Pexels.

A partir de données empiriques primaires et d'une réflexion sociologique, nous analysons l'impact de la pandémie sur les conditions de travail des livreurs au Brésil. Nous cherchons également à déterminer si cet impact peut influencer la compréhension subjective des inégalités par ces travailleurs. Nous partons de l'hypothèse que la crise sanitaire n'a pas créé ces inégalités (internes au capitalisme), mais les a aggravées. En d'autres termes, elle a rendu possible la dégradation des conditions de travail, en particulier pour ce qui concerne les heures de travail, la rémunération et les risques, ainsi que l'aggravation des contradictions dans le conflit entre travail et capital. Pour notre recherche empirique, nous utilisons une base de données originale établie à partir d'un échantillon de 100 livreurs qui travaillent pour des plateformes numériques

au Brésil. Les données proviennent de leurs réponses à des questionnaires Google Forms sur les réseaux sociaux, en particulier de groupes de livreurs dans les régions sud-est, nord-est et centre-ouest du Brésil. Les réponses ont été reçues entre mars et mai 2021, et comprennent des données à la fois quantitatives et qualitatives.

> Ubérisation et conflit entre travail et capital

Loin d'appréhender l'ubérisation du travail comme une totale nouveauté au plan historique, nous devons la situer dans le cadre de la matérialité sociale. C'est-à-dire qu'elle ne représente pas une incompatibilité ou une déviation par rapport à la manière dont le modèle d'accumulation capitaliste a été préservé depuis son origine. Le rapport social qui caractérise le travail ubérisé est celui d'une marchandisation de la force de travail, dont la nécessité s'explique par l'expropriation préalable des moyens de subsistance. Il s'agit de la condition sociale du travail subordonné dans le régime capitaliste, indépendamment, par conséquent, du statut juridique.

>>

Si l'ubérisation ne doit pas être considérée comme une nouveauté historique, il est néanmoins nécessaire de comprendre les contours de ce phénomène dans le contexte actuel. Dans le cas des livreurs au Brésil, la perception des inégalités dans la relation entre les travailleurs et les plateformes semble largement fondée sur le fait de partager une même expérience quotidienne et urbaine du travail. Même si la fragmentation du processus de travail s'accroît, les modes de déplacement dans la ville et de rencontre avec les autres produisent des significations propres sur cette relation.

En outre, étant éminemment relationnelle, l'activité de livraison rend explicite la caractéristique la plus fondamentale du travail humain : le fait qu'il s'agisse d'un processus de médiation de la réalité et de développement de relations intersubjectives. Il s'agit d'un aspect important dans la construction de la perception des inégalités, ainsi que pour l'articulation collective des mouvements de protestation. Dans ce qui suit, nous présentons les principaux résultats de notre recherche empirique.

> Le questionnaire Google Forms

Lorsqu'on leur a demandé combien d'heures par jour ils effectuaient des livraisons pendant la pandémie, une majorité des personnes interrogées (42%) ont déclaré travailler de neuf à douze heures, 20% ont indiqué travailler huit heures et 13% treize heures ou plus. Concernant leurs heures de travail, pour les personnes qui effectuaient déjà des livraisons avant la pandémie (66 personnes), 39,3% travaillaient de neuf à douze heures, 22,7% huit heures et 9% treize heures ou plus. On constate donc une augmentation des heures travaillées.

En ce qui concerne le revenu mensuel tiré des livraisons pendant la pandémie, 25% ont déclaré gagner en moyenne moins que le salaire minimum brésilien (qui équivalait à 1100 reais au moment des réponses), et 23% ont indiqué gagner entre 1100 et 1650 reais. Si on compare avec la période antérieure à la pandémie, 15,3% ont déclaré avoir reçu une rémunération inférieure au salaire minimum (en considérant la même valeur de 1100 reais pour le salaire minimum), et la plupart des répondants (environ 37%) ont déclaré qu'avant la pandémie, ils gagnaient entre 2750 et 3300 reais, alors que pendant la pandémie, seuls 15% d'entre eux percevaient cette rémunération moyenne. Cela montre une baisse significative de la rémunération mensuelle, même si la demande de ces services et les heures de travail moyennes ont augmenté.

On constate donc une nette augmentation de la proportion des personnes interrogées qui travaillent treize heures ou plus par jour, ainsi que de celles qui gagnent moins que le salaire minimum par mois. La rémunération semble d'ailleurs être un facteur déterminant dans la perception subjective des inégalités du travail des plateformes, surtout si l'on considère que pour environ 84% des répondants, il s'agit de leur seule source de revenus. Autrement dit, loin de servir de source de rémunération complémentaire, ce travail fait partie intégrante du revenu des travailleurs au Brésil.

En termes de revendications, la demande d'une augmentation du salaire (91% des réponses) occupe une place prépondérante, suivie de la fin des blocages injustifiés, d'une assurance accident, d'une indemnité repas, d'une plus grande autonomie, d'avantages sociaux et d'un contrat de travail signé. Moins de 20% des répondants ont signalé ce dernier élément (statut établi par un contrat de travail) comme faisant partie de leurs revendications. Une explication possible est que, dans un moment d'exacerbation d'une vaste crise sociale, les aspects les plus visibles des inégalités ressortent. La dimension monétaire de cette relation a le pouvoir d'incarner, de la manière la plus explicite, les contradictions sociales de la dynamique de ce travail.

En ce qui concerne les raisons invoquées pour rechercher un travail de livreur, la quasi-totalité des personnes interrogées ont mentionné la nécessité de gagner un revenu. En ce qui concerne leur profil socio-démographique, 98% des répondants étaient des hommes, 54% s'identifiaient comme noirs ou à la peau brune, et la plupart étaient jeunes. La majorité des répondants (24%) avaient entre 31 et 35 ans, suivis par ceux qui avaient entre 21 et 25 ans (19%), entre 35 et 40 ans (18%), et entre 25 et 30 ans (17%). Cela semble s'expliquer, dans une large mesure, par le fait que les jeunes sont le groupe le plus touché par le chômage. En ce qui concerne le niveau d'études, 77% des répondants avaient un diplôme d'études secondaires et/ou universitaire. Enfin, 33 répondants ont déclaré avoir déjà été victimes d'accidents du travail, mais un seul a bénéficié d'un soutien de la part de la plateforme. Ces données montrent que la pandémie de Covid-19 a rendu plus explicites les contradictions et les inégalités du conflit entre travail et capital au Brésil, accentuant la précarité des conditions de travail des livreurs. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Bruna da Penha <brunapmcoelho@gmail.com>
Ana Beatriz Bueno <anabeatrizbuenoadv@gmail.com>